

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Études Politiques Internationales publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale
15, av. Raymond-Poincaré - 75116 Paris - Tél. 47.04.24.02

I.S.S.N. 0014.1267

sommaire

Olivier TODD. — Vietnam : aveuglements d'hier et d'aujourd'hui.....	1
Jean-Christian KIPP. — En Afghanistan du Nord : quelques impressions	5
Jacques BROYELLE. — Chine populaire : la peau des tigres	7
Claude HARMEL. — Le Parti communiste sud-africain et l'A.N.C.	10
Branko LAZITCH. — Que sait-on sur Gorbatchev ?	16

TCHERNOBYL

Pierre LORRAIN. — Le compte des insuffisances.....	19
Lionel TACCOEN. — La sécurité nucléaire en URSS	21
Michel SLAVINSKY. — Des catastrophes dont l'URSS n'a jamais parlé.....	23

LE POINT DE VUE D'EST & OUEST

Vers une révision doctrinale : le Parti socialiste, les pays « socialistes » et le collectivisme	25
--	----

CHRONIQUES

Pierre RIGOULOT. — « L'Humanité » et l'« affaire Waldheim » : la voix de son maître.....	28
P.R. — Les Anciens de Tambov voient rouge !	29
Pierre HENCK. — La vidéo, nouvel ennemi idéologique en URSS	30
Michel MIOT et Hervé LE GOFF. — Comment l'histoire est réécrite au musée (communiste) de Champigny.....	33

NOTES ET INFORMATIONS

« L'Humanité » : éloge du régime Jaruzelski ..	34
PCF : silence sur une délégation soviétique ..	34
<i>La dynamique Gorbatchev</i> , version du PCF ..	34
Le PCF et la sélection à l'université	35
Philippines : la garantie de Marcos	35

LES LIVRES

Denis LECORBENOIS. — Le Gorbatchev tel qu'on le parle.....	36
---	----

VIETNAM : AVEUGLEMENTS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

[Le 31 mai 1986, le Comité international de soutien aux condamnés des procès vietnamiens a organisé un débat auquel ont pris part MM. Tran Van Tong, président du comité, Jean-François Revel et Olivier Todd.

Ce dernier nous a donné l'autorisation d'utiliser l'enregistrement de son intervention et d'en reproduire des extraits. Qu'il en soit ici remercié, ainsi que les organisateurs de cette soirée, étape dans la préparation d'un Colloque international sur le Vietnam qui devrait se tenir à la fin de cette année à Paris.]

LOIN DU VIETNAM

Malraux a dit un jour qu'en Espagne, pendant la guerre civile, les communistes avaient aidé

les communistes, les fascistes avaient aidé les fascistes, mais les démocrates n'avaient pas aidé les démocrates.

Au Vietnam du Sud, il n'y avait pas de fascistes - quoi qu'on ait pu dire. Mais avec une endurance et, dans certains cas, un courage hors pair, les communistes ont aidé les communistes. En revanche, les démocrates n'ont pas aidé les démocrates.

Cela, on l'a oublié, comme on a oublié tout le Vietnam. Même si de temps à autre paraît un livre (on vient d'en publier un remarquable (1), *Les bagnards d'Ho Chi Minh*). Même si on annonce parfois qu'une centaine de « boat-people » ont été repêchés en mer de Chine.

(1) René Mary, *Les bagnards d'Ho Chi Minh*, Albin-Michel, 1986.

Pourquoi en Occident veut-on donc oublier le Vietnam ? Et pas seulement à gauche ? On peut donner à ce fait deux raisons : la méconnaissance du passé comme du présent vietnamiens, et la mauvaise conscience vis-à-vis de ce passé.

LA MAUVAISE CONSCIENCE DE LA GAUCHE

La gauche non communiste s'est beaucoup trompée au sujet du Vietnam, mais elle refuse de l'avouer. Elle avait misé sur un Vietnam qui aurait été comme une sorte de Yougoslavie idéalisée. Et quand est arrivé le 30 avril 1975 et la mainmise du Nord, quand les gouvernements de coalition et de réconciliation nationale qu'on avait annoncés ne vinrent pas, la gauche s'est dit : mieux vaut la paix que la guerre. Elle s'est tue. Et elle a continué à se taire quand - malgré les promesses de Pham Van Dong de respecter la spécificité du Sud et de s'en tenir aux accords de Paris - le monde du Goulag est descendu sur le Vietnam.

LA MÉMOIRE DÉFAILLANTE DE LA DROITE

La gauche n'est pas seule responsable de cet oubli. En France, tout en semblant appuyer les différents régimes qui se succédaient à Saïgon, la droite ressentait un certain malaise. Certes, sa sympathie allait au Vietnam du Sud, mais elle était fort réservée à l'égard des Américains ; d'autant que plus ou moins consciemment, jouait ce raisonnement : les Français ont été battus ; il n'y a pas de raison pour que les Américains ne le soient pas aussi ! Sur place, d'ailleurs, certains représentants de cette droite française avaient espéré survivre et s'arranger avec les gens de Hanoï. Aussi n'étaient-ils pas anti-communistes à long terme. Aujourd'hui, leurs héritiers et leurs amis politiques n'aiment pas non plus parler du Vietnam.

UNE GUERRE ÉTRANGE

Il est vrai que cette guerre a été l'une des plus complexes du 20^e siècle. En tout cas, la plus longue. Sans vouloir surestimer la Résistance armée anti-communiste, on peut même dire qu'elle continue aujourd'hui. Guerre longue, et même étrange, comme le montrent trois exemples tout à fait différents.

Le premier exemple est d'ordre militaire. De 1965 à 1973, devant la VII^e flotte américaine sur laquelle étaient basés des avions de combat, passèrent des cargos soviétiques chargés de fusées SAM antiaériennes. Les navires américains ne les touchèrent pas. Ils purent ainsi parvenir régulièrement à Haiphong dans une zone tacitement protégée pour décharger leurs fusées, lesquelles, généralement de nuit, partaient pour Hanoï, Phat Diem ou le pont de Thanh Hoa, d'où elles abattaient des avions américains portés par cette même VII^e flotte qui avait vu passer les cargos soviétiques !

Il n'y a pas - dans une guerre moderne - d'exemple plus étrange de tolérance et d'autolimitation...

Le deuxième exemple touche à l'information. On a beaucoup incriminé la presse aux Etats-Unis, et ses responsabilités dans la défaite. Son rôle est plus complexe que ne le laissent entendre ses accusateurs, mais l'exemple qui suit illustre quand même - quoique schématiquement - son fonctionnement.

En 1967 ou 1968, le correspondant d'un grand magazine américain avait fait part à Thomas Paulgar, le dirigeant de la C.I.A. au Vietnam, de son désir d'écrire un article sur les déserteurs de cette guerre - qu'ils soient du Nord ou du Sud. Thomas Paulgar mit à sa disposition les dossiers et les renseignements qu'il possédait. Le journaliste écrivit consciencieusement son article et l'envoya à son journal. Quand il fut publié, il n'y était plus question que des déserteurs de l'armée sud-vietnamienne ! L'impasse totale avait été faite sur les déserteurs de l'armée de Hanoï et du GRP !

Le troisième exemple du caractère étrange de cette guerre est plutôt d'ordre diplomatique. Peu de temps après la bataille pour la reprise de la province de Quang Tri, le même Thomas Paulgar rencontra l'ambassadeur polonais qui dirigeait les missions de la Commission internationale (on avait en effet à Saïgon cette situation ahurissante : des délégations communistes se trouvaient dans la ville même, à Camp Davis, dans une enceinte protégée par les troupes sud-vietnamiennes !).

- Que pensez-vous de la bataille ? demanda Paulgar.

Le Polonais, fort courtois, mais également bon communiste, répondit :

- Il est vrai que les Sud-Vietnamiens se sont bien battus, et qu'ils ont gagné cette bataille. Mais cela n'a aucune espèce d'importance ; la véritable bataille sera gagnée à Washington.

Cet homme était clairvoyant. Au Vietnam, il n'y a pas eu seulement un front militaire - même multiforme. Il y a eu - fait trop négligé - un front diplomatique, politique et journalistique très complexe mais déterminant.

QUESTIONS HABITUELLES ET MYTHES A DÉGONFLER

Quiconque s'intéresse au Vietnam aujourd'hui peut et doit répondre à des questions déjà souvent posées : la guerre du Vietnam - « la guerre américaine » - fut-elle l'héritage d'une situation coloniale ? Fut-elle l'expression de la lutte de deux grandes puissances pour l'hégémonie politique, ou plus simplement la lutte entre le communisme - sous sa forme vietnamienne - et la démocratie ?

Les Américains ont-ils eu raison d'intervenir et d'hériter ainsi d'une guerre léguée par les Français ? S'y sont-ils bien pris sur le plan politique, diplomatique et militaire ? N'auraient-ils pas dû, notamment, « mettre le paquet » ? (car ils ne l'ont pas mis !).

Avant de répondre, il faut d'abord - et surtout - constater que le passé immédiat du Vietnam est encombré de mythes.

LA NATURE DU RÉGIME DE SAÏGON

Il était de bon ton en France - en tout cas à gauche - de considérer que ce régime était un régime de fantoches, de fascistes. Et comme au Sud les journalistes travaillaient très normalement, donc de façon très critique, alors que peu allaient au Nord - et que ceux qui y allaient étaient très bien encadrés et succombaient à ce qu'on peut appeler le terrorisme du vécu et des bombardements - on a, en conséquence, formidablement grossi les défauts du régime du Sud. Certes, ce régime ne ressemblait guère à la démocratie britannique. Mais s'il s'agit de faire des comptes, on peut affirmer qu'il était plus démocratique que celui du Nord - quels que soient les paramètres que l'on prenne. Au Sud, il y avait une assemblée, avec une opposition et si les élections étaient parfois truquées, il n'y avait aucune élection démocratique au Nord !

Au Sud - et ça faisait peut-être beaucoup - il y avait 25 ou 30 partis. Au Nord, il n'y en avait qu'un, monolithique, tout puissant, même si on nous disait - comme en RDA - qu'il y en avait d'autres à ses côtés. (A Hanoï, on présentait aux journalistes un personnage censé incarner le vieux parti socialiste, mais quand par hasard on lui demandait combien il avait d'adhérents et quelle était sa presse, il répondait que la guerre interdisait de recenser les adhérents et de publier trop de journaux !).

Et si au Sud il y avait des prisonniers politiques, la situation ne pouvait sérieusement se comparer à celle du Nord, où aucune expression politique organisée n'était possible...

LE TÊT 1968

Un mythe militaire a beaucoup influencé l'opinion occidentale : celui de « l'offensive du Têt » en 1968.

La vérité est aujourd'hui connue et les Nord-Vietnamiens l'admettent eux-mêmes : le Têt a été une extraordinaire victoire politique, mais aussi une lourde défaite militaire. Les cadres du GRP ont, lors de cette « offensive », été éliminés et n'ont jamais pu reconstituer l'infrastructure qu'ils avaient auparavant (2). Reste que dans l'opinion occidentale, s'est généralement répandue l'idée

qu'il y avait eu un soulèvement populaire que seule la force américaine avait réussi à contenir. A dire vrai et contrairement à ce qu'affirment les documents communistes qui parlent à tout propos de « soulèvement populaire », il n'y a pas eu au Vietnam du Sud, ni en 1965, ni en 1968, ni en 1972, ni même en 1975, de véritable soulèvement populaire. Le seul qu'on ait vu, en 1975, c'est celui des centaines de milliers de réfugiés qui fuyaient le Nord - et qui votaient ainsi, comme on l'a dit, « avec leurs pieds ».

UNE ARMÉE EN SANDALES

Un autre mythe qui continue d'être répandu, c'est celui selon lequel on a vu arriver à Saïgon, en 1975, une armée de soldats courageux et endurants en « sandales Ho Chi Minh ».

Certes, il y avait un peu d'infanterie dans cette armée, mais la vérité est que le Sud-Vietnam a été conquis par une armée de chars - et de chars soviétiques, selon un processus infiniment plus compliqué que celui qu'on décrit aujourd'hui. Il n'y a pas eu tout d'un coup, en avril 1975, une défaite écrasante de l'armée sud-vietnamienne aboutissant à la prise de Saïgon. La défaite remonte non au 30 avril 1975, mais à août 1974. A cette date, les communistes chinois et les Soviétiques étaient un peu las de la guerre du Vietnam. La meilleure preuve en fut alors le ralentissement de l'acheminement des munitions. La piste Ho Chi Minh n'était plus, comme en 1973 et jusqu'en juin 1974, encombrée de camions. Mais c'est alors qu'advint l'affaire du Watergate aux Etats-Unis et le départ de Nixon.

Parallèlement, l'opinion publique - véritable deuxième front de la guerre - s'est lassée et le Congrès américain décida de réduire non seulement les « appropriations », mais aussi les autorisations de programme. A partir de 1974, l'armée sud-vietnamienne fut de moins en moins ravitaillée (3) ; elle manqua d'obus, de pièces de rechange, d'avions. En même temps, les Soviétiques (avec une belle constance et une conviction totale) et les Chinois (avec un peu moins de conviction, mais tout autant de constance) continuèrent le ravitaillement.

Que s'était-il passé ? Des documents vietnamiens le montrent, les Nord-Vietnamiens ont compris que l'évolution de l'opinion américaine était irréversible, que le public et le Congrès américain ne voudraient plus payer, que l'armée américaine, en particulier l'aviation, ne reviendrait pas. Comme les communistes vietnamiens sont gens prudents, ils tentèrent d'abord une opération limitée en prenant la province stratégiquement sans grande importance de Phuoc Long et ils attendirent les réactions. Il y en eut peu. L'aviation sud-vietnamienne - affaiblie - attaqua d'assez haut et l'aviation américaine n'intervint pas.

(2) L'hypothèse a même été formulée - par N. Podhoretz en particulier - que les Nord-Vietnamiens ont cherché délibérément par cette offensive à briser l'organisation au Sud et à briser toute velleité d'autonomie de la part du Sud (NDLR, V. *Est & Ouest* n° 18).

(3) En 1973 l'aide américaine au Sud-Vietnam est de 2270 millions de dollars. Elle n'est plus que de 1 010 en 1974 et 700 en 1975. V. *Plus jamais de Vietnam*, de R. Nixon, Albin-Michel, Paris 1985 (NDLR).

Les Nord-Vietnamiens acquièrent alors la quasi-certitude que les Américains n'appuieraient plus l'armée sud-vietnamienne au sol et que celle-ci serait affaiblie par manque de munitions et de pièces de rechange.

La suite, on la connaît : la retraite, la débâcle, encore qu'il y eût des endroits où les Sud-Vietnamiens, bien encadrés et armés, se sont bien battus : rien à voir avec la défaite égyptienne de 1967 ! Outre l'infériorité en matériel, les Sud-Vietnamiens avaient en face d'eux des gens qui depuis soixante ans luttaient pour le seul objectif d'unifier les trois pays d'Indochine, alors qu'eux, parce que plus démocrates, étaient souvent plus irrésolus, en tout cas avaient des desseins plus obscurs et usaient de moyens contradictoires. Et puis, parler d'un régime « fantoche » parce qu'il a été vaincu en quatre mois, c'est faire preuve de peu de mémoire ! La Pologne et la France sont tombées en quelques semaines en 1940.

LE VIETNAM AUJOURD'HUI

Les gens n'en savent pas plus sur le présent du Vietnam que sur son passé. Ils savent quand même que ça n'est pas une réussite. L'espoir de la gauche de voir les deux Vietnam se réconcilier et parvenir à constituer un Etat socialiste qui aurait eu les avantages économiques de la Hongrie et les libertés de déplacement de la Yougoslavie, ne s'est pas réalisé. Le Vietnam aujourd'hui est un des pays communistes les plus durs. C'est un Etat totalitaire, lourdement policier. C'est aussi un Etat xénophobe (on a vu la façon dont il a traité sa minorité chinoise). Et ensuite, un Etat qui commence déjà à présenter les signes de sclérose des Etats communistes, avec en particulier le triomphe du népotisme, comme en Albanie, en Corée ou en Roumanie.

C'est aussi un pays inefficace sur le plan économique. Quiconque a vu la guerre au Vietnam du Sud a pu constater, notamment dans les camps de réfugiés et les bidonvilles, qu'il existait alors un certain nombre de gens très pauvres, très misérables, mais que peu manquaient de nourriture. Aujourd'hui c'est un fait qu'au Vietnam du Sud, jadis grenier à riz, tout le monde ou presque manque de nourriture, comme au Vietnam du Nord.

Les communistes ont réussi le tour de force de désorganiser la production et la distribution de denrées indispensables comme le riz, le porc, le poulet. A certaines époques, à Saïgon, on ne trouve même plus de poisson d'eau douce, ni de liseron sauvage, alors qu'ils abondent dans le pays !

Cette image d'inefficacité économique ne s'est pas encore imposée dans l'opinion occidentale. Un peu comme il y a une vingtaine d'années, quand on pensait que la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'URSS étaient des Etats policiers, mais qu'au moins on y mangeait convenablement.

Quant à la répression, elle est souvent assimilée à des erreurs de jeunesse du régime. Mais le Vietnam est-il simplement « un régime un peu dur », comme on le dit avec indulgence sous prétexte qu'on n'y a pas massacré plus de gens immédiatement après la prise de Saïgon ? En fait, d'après les observateurs les plus mesurés, c'est au moins 65 000 exécutions qui ont eu lieu dans les deux années suivant la prise du pouvoir - auxquelles il faudrait ajouter les victimes du Goulag, impossibles à comptabiliser. Il est incontestable qu'aujourd'hui, le régime vietnamien est un régime archi-policier et officiellement stalinien. Si le Vietnam est un allié du régime soviétique - un allié qui regimbe, même s'il doit en passer par les volontés soviétiques -, il s'en démarque de façon originale en continuant à considérer officiellement Staline comme aussi important que Marx, Engels et Lénine.

UN ETAT SURMILITARISÉ

Ce qui frappe aussi, c'est que le Vietnam est un Etat surmilitarisé. Selon l'un des meilleurs observateurs, D. Pyke, « l'Armée du Peuple » comprend 980 000 hommes, la marine 12 500, l'aviation 15 000, la « Réserve stratégique » (citoyens qui s'exercent régulièrement) 2 millions 500 000, les « Forces provinciales » 500 000, les « Forces suburbaines d'autodéfense » 1 million 500 000, le « Corps des jeunesses d'assaut » 1,5 million, les « Forces arrières de réserve » 500 000.

Il est probable qu'ainsi le Vietnam est le pays le plus militarisé du monde.

L'AVENIR

Résultat : le Vietnam est très isolé sur le plan international et peu de gens se font d'illusions à son sujet. Même ceux qui, au sein de la commission du PS français sur l'Asie du Sud-Est, gardent une certaine sympathie pour le régime nordiste, se montrent pessimistes quant à ses possibilités de redressement. Tous font une constatation d'échec radical - c'est dire que la cote internationale du Vietnam de Hanoï n'est pas très élevée. Pourtant, tout ne conduit pas au pessimisme. La guerre du Vietnam a été une extraordinaire tragédie pour les Vietnamiens. Mais les 56 000 soldats américains et les centaines de milliers de soldats vietnamiens qui sont tombés ne sont pas morts pour rien. Ils sont morts pour le Vietnam du Sud, mais aussi pour d'autres pays : aujourd'hui, étant donnée la réputation du Vietnam dit démocratique, la tentation communiste n'existe plus en Asie du Sud-Est. Les résultats négatifs du Vietnam communiste et les résultats positifs des autres régimes de la région font qu'il n'y a plus aujourd'hui de danger : la Malaisie ne deviendra pas communiste, Singapour encore moins. Ni l'Indonésie, ni la Thaïlande. Ainsi, pour d'autres, mais pas pour les Vietnamiens, cette guerre a quand même eu un résultat positif.

Reste l'avenir du Vietnam en fonction de la Résistance, et de ses liens entre l'intérieur et l'extérieur du pays. L'heureux résultat de la tragédie des procès de Saïgon, il y a un an, et de l'exécution de Tran Van Ba et de ses amis, (4) est que l'opinion internationale a appris l'existence d'une résistance armée. En outre, une résistance passive s'organise. Le Nord n'a pas pu convaincre le Sud. Le Sud, au contraire, a contaminé et attiré le Nord : les Bodoïs ne sont pas seulement rentrés chez eux avec des postes de télévision et des montres, mais avec des idées différentes. Certains ont pu constater qu'on leur avait menti sur ce qui se passait au Sud, qu'ils n'y étaient pas accueillis à

(4) Tran Van Ba, Le Quoc Quan et Ho Thai Bach auraient été exécutés le 8 janvier 1985 à Saïgon, trois semaines après leur condamnation pour « espionnage » et « préparation d'aide à la subversion ». (NDLR).

bras ouverts et qu'une grande partie de la population sud-vietnamienne avait été simplement attentiste.

Certes, l'idée d'une libération du Vietnam paraît difficile à concevoir. Mais il faut faire comme si le Vietnam devait être le premier pays communiste à se libérer, « dans 5 ans, dans 10 ans, dans 20 ans », pour reprendre une formule d'Ho Chi Minh. Il y a des atouts pour cela : le Vietnam est, avec Cuba, le pays communiste le plus éloigné de la base soviétique. C'est un pays en antagonisme permanent avec la Chine communiste (le Vietnam est le premier à nous avoir donné le spectacle d'une guerre entre Etats communistes), son échec économique est patent, son isolement diplomatique extrême.

Olivier TODD

EN AFGHANISTAN DU NORD : QUELQUES IMPRESSIONS

[Dans le cadre d'une mission humanitaire, l'auteur de cet article a passé récemment trois mois parmi la population et la résistance afghanes dans les régions septentrionales de l'Afghanistan, voisines de l'Union soviétique. Il nous donne son opinion sur la situation en cette partie du pays, peu connue et peu visitée par les « missionnaires » occidentaux.]

Après dix ans de combats, on fait de plus en plus allusion à l'« enlèvement » de la puissance soviétique dans le conflit qui l'oppose à la résistance afghane. Pour témoin, les dernières paroles de Gorbatchev, qui marqueraient aujourd'hui la volonté de l'URSS de sortir de cette guerre par une voie politique, laquelle n'excluerait pas le retrait – selon Diego Cordovez, le médiateur de l'ONU pour les négociations pakistano-afghanes – de ses troupes d'Afghanistan.

Est-ce la récente promesse américaine de livrer à la résistance des missiles *Stinger*, la première arme anti-aérienne efficace dont elle disposerait alors ; est-ce la relative bonne tenue de la résistance face aux offensives soviétiques particulièrement violentes de l'année passée ; est-ce enfin l'accumulation d'effets internes et externes néfastes que le conflit entraînerait pour l'URSS, qui aurait provoqué cette récente prise de position de la part des autorités soviétiques ? Si la dernière possibilité ne peut, de l'avis des spécialistes, être retenue pour cette guerre presque oubliée et maintenue, comparée à l'immensité de la puissance soviétique, dans des limites somme toute restreintes (120 000 hommes pour une armée d'un effectif total de 3,7 millions et une population de 276 millions d'individus, de surcroît sans réelle capacité d'intervention sur la politique menée), il ne de-

vrait pas en être de même pour les deux premières possibilités.

Leurs réalités respectives doivent cependant être nuancées. En Afghanistan, les Etats-Unis nous ont tout d'abord habitués à ne pas tenir dans la réalité les promesses adressées à la résistance : ainsi, les quelques observateurs, journalistes ou membres d'associations humanitaires qui ont quadrillé la quasi-totalité du territoire afghan en 1985 ont été témoins de l'inapplication de l'aide de 250 millions de dollars votée par le Congrès en 1985. Or, il n'est pas dans l'habitude des Soviétiques de céder à de vagues menaces. De même, il est apparu, à la vue de la situation dans certaines régions d'Afghanistan, que l'équilibre des forces est beaucoup moins certain qu'une observation localisée aux zones frontalières aurait pu le laisser croire et que, de manière générale, la pression militaire imposée par l'armée soviétique est bien inférieure à son potentiel immédiat sur le terrain.

Au cours d'un périple de trois mois dans les territoires qui, au-delà de l'Hindou Kouch, vont jusqu'au fleuve Amou Daria, frontière naturelle avec l'URSS, l'équipe que nous formions a dû néanmoins constater que la situation évoluait visiblement au détriment de la résistance. Plus que le comportement des hommes, ce sont des conditions géopolitiques défavorables (zone aride et peu montagneuse inadaptée à la guérilla, proximité de l'Union Soviétique, éloignement du refuge et de la source d'aide que constitue le Pakistan) qui en sont la cause. Avec une certaine intelligence, la stratégie soviétique n'a pas consisté à profiter de ces avantages pour détruire complètement l'opposition, mais seulement à la neutrali-

ser insidieusement. L'illusion d'une résistance encore active a, en effet, le double avantage de rassurer les populations et de tromper l'opinion internationale.

Ainsi par exemple, plutôt que d'essayer d'anéantir les groupes appartenant au parti du Jamiat-Islami, autrefois très puissant dans cette région, les Soviétiques se sont contentés d'en supprimer les têtes. Au début de l'année dernière, les jeunes commandants qui menaient avec fougue une guérilla urbaine dans la ville de Mazar-i-Sharif ont été tués, l'un après l'autre, quasi méthodiquement, dans des circonstances qui font penser inmanquablement à des exécutions. Leur chef, l'émir Zabiullah, qui était considéré par certains comme la figure la plus prometteuse de la résistance, a lui aussi été tué, avec tout son état-major, par une mine placée sur une route théoriquement contrôlée par les Moudjahidin. Dépourvus de chefs valables, les résistants sont redevenus des guerriers sortis d'un autre âge, désorganisés et totalement inefficaces dans une guerre moderne.

Le fait qui y fit suite est révélateur de la stratégie employée : peu de temps après, les positions de ce même parti ne furent même pas inquiétées lors d'un bombardement qui eut lieu, en septembre dernier, sur la riche vallée de Shulgar, à 60 km au sud de Mazar-i-Sharif, alors que celles, toutes proches, de deux partis restés plus actifs, le Nasr et le Hezb-Islami, subissaient de plein fouet la puissance du feu soviétique.

La volonté de détruire au moindre coût et de supprimer uniquement ce qui représente un danger immédiat apparaît donc nettement. Sur le terrain, les avantages d'une telle politique sont immédiats : elle permet un recours minimal à la force armée, ce qui, outre l'économie réalisée en hommes et en matériel, rend la présence soviétique plus supportable aux yeux de la population. Plus grave encore, elle est susceptible de provoquer à terme un processus de rejet par la population : dans des conditions devenues difficiles, une résistance inactive ou inefficace risque en effet d'être considérée comme parasite.

Ce dernier point est encore accentué par le recours systématique, de la part des Soviétiques, aux menaces et aux représailles sur la population civile. A proximité de la ville de Rhulm, située à mi-chemin entre Mazar et Kunduz, passe la route stratégique Mazar-Kaboul, cordon ombilical du système d'occupation. Sur cette route à l'asphalte nouvellement coulé, circulent sans interruption de l'aube au crépuscule, et généralement sans la moindre escorte, tous les camions destinés à ravitailler la zone gouvernementale. Objectif stratégique par excellence, cette route ne souffre ici – comme dans toute la région – d'aucune attaque. Le *statu quo* règne : « Si vous attaquez, nos troupes occupent la ville et menacent la population ; dans le cas contraire, vous pouvez en garder le contrôle », tels sont les termes de cette tractation tacite. « Ainsi nous économiserons l'utilisation de

forces supplémentaires en attendant que la ville tombe en nos mains, comme un fruit mûr, quand le temps sera venu », pourraient ajouter les Soviétiques. Un poste puissamment protégé, construit à la périphérie, rend tangible la menace ; cela suffit.

De même, dans la région de Kunduz, plusieurs villages ont été anéantis, au début de l'année dernière, en représaille à la mort d'un officier soviétique, d'où, en un seul jour 700 victimes parmi la population civile. Aujourd'hui cette région est calme, comme morte. Quoi d'étonnant ? La moitié de la population a émigré vers le Pakistan, l'essentiel des troupes de résistants s'est dissout et ceux qui restent se contentent d'assurer une présence sous les allées et venues incessantes des hélicoptères de la base aérienne toute proche. Là encore, il y a dorénavant *statu quo*.

En dehors de ces actes de représailles, il n'y a pas d'action destructive directe sur les populations civiles. Alors qu'au sud de l'Hindou Kouch, dans le Paktia, la Kunar, la région de Kaboul, les témoignages de massacres gratuits accompagnés de destructions du bétail et des cultures ne cessent d'affluer, cette politique de terreur n'est pas de mise ici. Tout se passe comme si l'on voulait ménager la population. Ainsi, dans l'offensive sur Shulgar, à laquelle il a déjà été fait allusion, la population civile, pourtant ouvertement du côté de la résistance, n'a pas été inquiétée pendant les trois jours de présence des blindés ennemis. Les Soviétiques, avant de partir de leur propre initiative, se sont contentés de faire la preuve de leur puissance, laissant une population impressionnée et croyant peut-être un peu moins en la résistance, un peu plus en la sollicitude de l'occupant.

Destructions limitées, chantage, représailles, étalage de puissance, la stratégie déployée repose, dans un parfait style colonialiste, sur deux idées-clés :

- établir un *statu quo* militaire laissant la résistance dans l'incapacité d'agir efficacement ;
- profiter de ce *statu quo* pour mettre en place une politique d'intégration.

Cette dernière s'appuie sur des moyens éprouvés qui sont d'une efficacité redoutable lorsque le temps d'agir leur est laissé : création de nouvelles élites, guerre économique, séduction, etc. Outre son efficacité, elle a l'avantage de ménager les républiques musulmanes soviétiques qui ont la même culture et la même origine ethnique (ouzbek, turkmène ou tadjik) que le Nord de l'Afghanistan. Une position trop restrictive risquerait d'être mal accueillie.

Déjà, certains résultats commencent à apparaître. Le long des axes de communication, certains villages se rangent aux côtés des forces gouvernementales, améliorant ainsi considérablement leur situation. Ce processus menace de proche en proche toute une région en proie à de forts problèmes de survie (la sécheresse a encore accru la dégradation de la production agricole consécutive

à la guerre). Face à des manifestations moins tangibles que la menace d'un fusil, la foi du peuple afghan sera-t-elle assez forte ?

Le recours à une politique d'intégration repousse vers le long terme la solution du « problème afghan ». Les Soviétiques ne font là que poursuivre le lent mouvement amorcé, voilà près de deux siècles, en direction des mers chaudes. Profitant au maximum de la force que donne la proximité de ses propres territoires, l'empire soviétique s'est lentement imposé, mais n'a jamais reculé, sacrifiant l'impatience à la certitude.

Ici encore, certains indices poussent à croire qu'il n'a pas l'intention de lâcher sa proie. A Mazar-i-Sharif, des avenues larges de dix mètres ont été ouvertes au bulldozer, à intervalle régulier, dans le labyrinthe des ruelles afghanes, découpant la ville en carrés faciles à isoler, afin de la rendre, dans l'avenir et pour toujours, impropre à la guérilla. Entre la frontière soviétique et cette même ville, se construit une nouvelle cité, au milieu du désert. C'est Hératon, dont on ne sait pas s'il s'agit de la nouvelle résidence du gouvernement afghan ou, pourquoi pas, de la future capitale de la « République Socialiste Soviétique des plaines d'Afghanistan du Nord ».

Il est en effet envisageable que l'URSS tente de séparer, sous l'égide de Kaboul, le pays en deux régions autonomes, en deça et au-delà de l'Hindou Kouch. Profitant des disparités histori-

ques, géographiques et raciales entre ces deux régions, elle pourrait appliquer avec une meilleure efficacité la stratégie adoptée dans le Nord et remettre à plus tard ses prétentions dans le Sud. L'Afghanistan est un vaste pays ; il serait logique que l'URSS ne l'avale pas d'un seul coup.

Les leçons à tirer de ces considérations sont d'une part qu'il ne faut pas nécessairement voir dans la situation actuelle d'apparent équilibre des forces, un échec de la stratégie soviétique, mais au contraire un choix lucide et délibéré. Le temps travaillant à l'avantage des Soviétiques et non des Afghans, il serait de la part des observateurs, par laxisme ou confort intellectuel, dangereux de s'en accommoder.

D'autre part, le discours qui annoncerait le retrait rapide du contingent soviétique paraît difficilement crédible. Il est en effet incompatible avec le choix stratégique actuel fait au Nord du pays, qui n'est susceptible de porter ses fruits que dans le long terme, à échéance d'une génération au moins et qui, de ce fait, est subordonné au maintien d'une présence militaire stable et permanente. En corollaire, il apparaît que l'intensification, constatée actuellement, des offensives le long de la frontière pakistanaise n'aurait pas pour but de s'adjuger une position de force en vue de la négociation, mais plutôt de couper la résistance de sa base arrière et d'intimider le Pakistan.

Jean-Christian KIPP

CHINE POPULAIRE :

LA PEAU DES TIGRES

En cette « année du tigre », le sport préféré du Comité central est la chasse aux « tigres ». Expression qui désignait, à l'origine, le grand banditisme. A la dernière session de l'Assemblée nationale, en avril dernier, Zhen Tianxiang, président de la Cour suprême populaire, a présenté son tableau de chasse : d'août 1983 à fin 1985, il a eu la peau de 1 395 000 délinquants. Dont près de 600 000 ont été condamnés à des peines allant de cinq ans à la mort.

Cependant, le « tigre » le plus prisé n'est pas le vulgaire droit commun. C'est celui qui, dans son pedigree, a quelques blasons « politiques » : le haut cadre coupable de « crimes économiques », par exemple.

Faute de pouvoir abattre les grands fauves de la fraction des « réformateurs », les « conservateurs » s'en prirent aux « petits tigres », les rejetons de ceux-ci. C'est ainsi que les fils de Hu Yaobang et de Zhao Ziyang furent accusés de se livrer

à des trafics illégaux (Voir le n° d'avril d'*Est & Ouest*). A travers eux, la cible était Deng Xiaoping et sa politique de réformes et d'ouverture, accusée d'exercer une « mauvaise influence » sur l'ensemble de la société.

Les réformateurs ont contre-attaqué. Le fils de Hu Qiaomu, Hu Shiyong, a été arrêté le 7 mars dernier, sur ordre personnel de Hu Yaobang, et jeté dans la Bastille pékinoise, la prison Qincheng. Ancien secrétaire de Mao, membre de la fraction de Deng Xiaoping après la chute de la bande des quatre, Hu Qiaomu rallia les « conservateurs » en 1981. Membre du Bureau politique et du Conseil des affaires d'Etat, responsable des questions idéologiques, Hu Qiaomu lança en 1983 la campagne contre la pollution spirituelle. Malgré tous ses efforts, Deng n'a pu le déboulonner du BP lors de la dernière Conférence nationale du parti en septembre dernier.

C'est pourquoi il sauta de joie quand il put coincer son fils dans une affaire d'escroquerie et

de prévarication. Hu Shiyong est en effet accusé d'avoir détourné 17 millions de yuans. Usant de ses relations et de son influence, il a aidé une raffinerie de sucre de Mongolie intérieure à obtenir les autorisations nécessaires à l'importation de machines étrangères. En paiement de ses services, il reçut d'elle 200 tonnes de sucre, qu'il revendit. Mais il s'est aussi « sucéré » en montant une dizaine de sociétés servant de paravent à des manœuvres d'évasion fiscale. Ainsi qu'une « Fondation de recherche », créée dans le même but et dont les présidents honoraires ne sont autres que son papa Hu Qiaomu et Bo Yibo.

Enfin, Hu Shiyong lança une école de droit par correspondance. 100 000 personnes s'y inscrivirent, à raison de 70 yuans chacune. Or l'école ne reçut pas les autorisations nécessaires et ne vit pas le jour. Hu renvoya une partie des sommes encaissées, mais 40 000 personnes n'auraient pas été remboursées.

Les hommes de Deng Xiaoping se sont également faits un plaisir de révéler certains aspects de la vie privée de Hu Shiyong, qui en font un modèle de « pollution idéologique ».

Hu entretenait, dans quatre appartements différents loués par ses soins, quatre maîtresses : une professeur de Nankin, une journaliste du « *Quotidien du peuple* », une starlette de série B et une employée de banque. C'est en compagnie de cette dernière qu'il se fit arrêter l'an dernier dans un hôtel spécial réservé à l'Armée de l'air, en train de visionner des vidéos pornographiques. L'intervention de son puissant père le fit rapidement libérer.

Hu Qiaomu n'a vraiment pas de chance, dit-on. Son fils aîné fut tué pendant la Révolution culturelle. Quant au plus jeune, grand malade mental, il est interné. L'arrestation de son autre fils eut pour Hu Qiaomu une fâcheuse conséquence : la dissolution de la « Commission des affaires idéologiques » qu'il présidait. Avec ce commentaire acerbe de Deng Xiaoping : « *Comment prétendre éduquer les autres quand on n'est pas capable d'éduquer correctement son propre fils ?* »

Préposé à l'orthodoxie, Hu Qiaomu avait, au début de l'année, relancé la lutte contre la « pollution spirituelle » en attaquant un article qui préconisait la libre recherche en matière d'économie. Mais avec cette affaire, Hu avait, comme le disait Mao, « *soulevé une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds* ».

Le 24 novembre dernier, Song Longxiang, jeune professeur à l'université de Nankin, publiait sous le pseudonyme de Ma Ding, un article dans le « *Quotidien de l'ouvrier* » :

« La tâche principale de l'économie politique marxiste, écrivait-il, n'est plus de critiquer le vieux monde capitaliste, mais d'aider à édifier un nouveau monde socialiste. Les études économiques doivent se concen-

trer sur cette question : comment développer les forces productives et la richesse nationale ? On ne peut trouver des réponses toutes faites dans « *Le Capital* ». Pendant longtemps, à cause de la ligne ultra-gauche et des idées conservatrices traditionnelles, les économistes chinois ont eu une attitude unilatérale à l'égard des théories économiques occidentales. Ils se sont uniquement attachés à critiquer leurs aspects réactionnaires, négligeant complètement ce qui, en elles, reste toujours pratique, raisonnable et scientifique ».

Les conseillers de Zhao Ziyang sont très proches des idées exprimées par Ma Ding. C'est pourquoi ce dernier reçut l'appui du premier ministre pour publier son article. Bien qu'il n'ait nullement rejeté en bloc le marxisme, ni proposé d'adopter en bloc les théories occidentales, c'en était déjà beaucoup trop pour les « conservateurs ».

Curieusement, l'attaque partit d'un journal chinois pro-communiste de New York, le *Chung Pao*. Le 19 décembre dernier, un de ses articles accusait Ma Ding d'avoir affirmé que le marxisme n'avait plus aucune utilité et qu'il fallait désormais s'inspirer des doctrines de l'Ouest, Keynes y compris.

Immédiatement, Hu Qiaomu se saisit de cet article et l'envoie à Hu Yaobang et Zhao Ziyang avec un commentaire de sa plume. Parallèlement, il donne le feu vert à une campagne de presse contre Ma Ding.

Ainsi, le 4 mars, le *Jingji Cankao* (Journal de référence économique) reproduit l'article du *Chung Pao* avec, en exergue, cet extrait : « *Certains économistes chinois souffrent d'une indigestion de doctrines étrangères* ».

Toujours en mars, à la veille de l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale, Deng Liqun, l'ancien responsable de la propagande (démis de ses fonctions mais toujours bien accroché au Secrétariat du Comité central) développe une campagne sur le thème de « *la pollution spirituelle régnant aux plus hauts échelons du pouvoir* ».

Attaque directe contre Zhao Ziyang et Hu Yaobang, à laquelle ceux-ci répliquèrent aussitôt. En commentant ainsi le commentaire de Hu Qiaomu : « *Il faut être prudent dans la critique des théories économiques* ». Position reprise par le nouveau responsable de la propagande, Zhu Houze, qui observait depuis de longs mois un silence prudent. Dans un autre document interne, Hu Yaobang profita de l'occasion pour ajouter deux autres cas de « *tendances malsaines* » à la liste établie par les conservateurs : « *Le premier consiste à répandre des rumeurs dans le dos des gens par des bavardages irresponsables. Le second est l'unilatéralisme dans les jugements que l'on porte* ».

Plusieurs réunions d'économistes, ainsi

qu'une session spéciale du « Bureau théorique » du Département central de propagande du C.C., soutiennent les positions exprimées par Ma Ding.

Le 14 mars, un article du *Quotidien du peuple* signé Deng Zhiwei affirme « qu'il existe dans la théorie marxiste certains points désuets ». Enfin, lors du meeting du 1^{er} mai, Hu Qili, membre du secrétariat du CC et dauphin de Hu Yaobang à la tête du parti, déclare : « Nous devrions avoir le courage de rompre avec certaines conclusions périmées et en partie fausses du marxisme ».

Solidement retranchés derrière l'organe théorique du C.C. « *Le drapeau rouge* », les conservateurs repartirent à l'attaque en lançant une critique contre un écrivain « réformateur » qui bénéficie de l'appui de Hu Qili : Liu Zaifu. Né en 1941 dans le Fujian, Liu a travaillé à l'Institut Lu Xun, dont il a écrit la biographie. En 1984, il est nommé directeur de l'Institut de littérature dépendant de l'Académie des sciences sociales de Chine. Dans une interview au *Takung Pao* de Hong Kong, le 16 mai dernier, il se prononce nettement contre tout « manichéisme », et souligne la contradiction criante entre « une économie ouverte et une culture fermée et conservatrice ».

Positions partagées par le nouveau ministre de la culture, Wang Meng, nommé en avril. Ecrivain, défenseur d'une littérature imaginative et distrayante, il s'était signalé par sa liberté de propos en janvier dernier à New-York, lors du congrès du Pen Club dont il était l'invité d'honneur.

MINI-PRINTEMPS DE PÉKIN

Manifestement, les choses sont en train de bouger dans le domaine idéologique. Un mini-printemps de Pékin se dessine à nouveau.

La presse est saturée d'articles célébrant le 30^e anniversaire de la politique des « Deux-Cents » lancée en 1956 : « *Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent* ». La plupart déplorent la vague de répression qui s'abattit sur les intellectuels et mit un terme brutal au flot de critiques qui fusèrent alors contre le parti.

Le 16 mai, dans le « *Quotidien du peuple* », Yu Guangyuan résume ainsi cet épisode :

« Du printemps 1956 à l'été 1957, les intellectuels furent très contents de la politique du parti et de la situation ainsi créée. Cependant, ces bons moments ne durèrent pas longtemps. Avec l'offensive lancée contre les « droitiers » en été 1957, les « cent fleurs » s'évanouirent. Mao n'avait pas prévu la tournure que prendraient les événements en laissant s'exprimer les opinions. Notre parti commença à vaciller. Mais il ne pouvait pas purement et simplement rejeter la politique des « cent fleurs » sans perdre la face. Il en donna alors une autre interprétation : « le cœur des « deux-cents » est d'éliminer l'idéologie bourgeoise et d'implanter l'idéologie prolétarienne ».

Mais au moment même où l'on réhabilite les « cent fleurs » dans leur conception initiale, d'autres articles soulignent lourdement leurs limites.

Tel celui qu'écrivit le vieux Lu Dingyi, sur son lit d'hôpital, dans le *Guangming Ribao* du 7 mai :

« Les « cent fleurs » concernent uniquement le domaine des sciences, de la littérature et de l'art. Mais en aucun cas la lutte politique. Dans un pays socialiste, celle-ci est réglée soit par le centralisme démocratique, soit par la loi ».

Autre signe annonciateur d'une grande offensive contre les « conservateurs » : les nominations qui viennent d'avoir lieu à l'issue de la 4^e session de la 6^e Assemblée nationale populaire, close le 12 avril dernier. Deux réformateurs ont été promus :

– Song Jian devient l'un des onze membres du Conseil des affaires d'Etat. Agé de 54 ans, il a étudié la cybernétique en URSS dans les années cinquante. En 1982, il devient le grand patron du programme de la première génération de missiles sol-air.

– Qia Shi a été nommé vice-premier ministre du Conseil des affaires d'Etat, chargé des affaires politiques et légales. Né à Ding Had, dans la province du Zhejiang, il a 62 ans. Avec Li Peng et Tian Jiyun, cela fait désormais, pour les « réformateurs », une majorité de trois sur cinq vice-premiers ministres au Conseil des affaires d'Etat.

Qiao Shi cumule sur sa tête d'importantes casquettes : il est aussi membre du BP et du secrétariat du CC, ainsi que secrétaire de la commission centrale du CC pour les affaires politiques et légales. Auparavant, il fut directeur du Département d'organisation du CC. C'est-à-dire de la police du Parti.

Sa nouvelle fonction au Conseil des affaires d'Etat va lui permettre de contrôler efficacement toute la police secrète, à la fois dans l'Etat et dans le Parti. Il pourra ainsi marquer directement les deux potentats « conservateurs » qui disposent de pouvoirs importants en ce domaine : Chen Yun, chef de la commission centrale d'inspection disciplinaire du parti, et Peng Zhen qui, en tant que président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, a la haute main sur l'appareil judiciaire.

*
**

Le 13^e congrès du parti doit se tenir en septembre 1987. Deng Xiaoping est décidé à mettre les bouchées doubles d'ici là pour éliminer les conservateurs qui lui résistent encore. Wu Xingtang, porte-parole du Département des liaisons internationales du CC, a déclaré le 13 juin dernier que certains hauts dirigeants âgés allaient se retirer et être remplacés par des jeunes à l'occasion de ce congrès. Il annonça également, pour l'automne prochain, la tenue d'une session plénière du CC afin de préparer ces nouvelles charrettes.

Deng Xiaoping cherche à accélérer la réforme qui piétine, notamment dans le domaine des entreprises. Comme par hasard, un de ses discours de 1980, jusque-là réservé à la circulation interne dans les hautes sphères du parti, vient de « fuir » à Hong Kong. Il y déclare que « *les comités du parti ne doivent plus tout diriger et intervenir en tout. Les organisations du parti ne doivent pas être les égales de celles de l'Etat. Leurs privilèges exorbitants doivent être abolis. Sinon, elles se trouveront dans une situation d'antagonisme avec les masses. Ce qui est déjà le cas dans de nombreux endroits* ». Et d'évoquer le cas des ouvriers polonais qui, « *mécontents des syndicats dirigés par l'Etat, ont créé leur propre syndicat indépendant* ».

Sans vouloir abolir le principe cardinal du « *rôle dirigeant unique du parti* », Deng souhaiterait que celui-ci, tout en restant unique, ne dirige plus tout dans le moindre détail. Le problème se pose de manière aiguë dans la réforme des entre-

prises : comment leur directeur pourrait-il avoir le moindre pouvoir, dès lors que s'exerce « *le rôle dirigeant unique du comité du parti* » ?

Deng espère résoudre en partie le problème par la loi sur la mise en faillite des entreprises, que prépare actuellement le comité permanent de l'Assemblée nationale. En introduisant un critère objectif indépendant du parti – la sanction du marché –, elle mettra une limite à son arbitraire.

Deng n'en a pas fini de nettoyer son pays. A 82 ans passés, il reste le seul à pouvoir contrer les « conservateurs ». On raconte en Chine qu'il a trois points communs avec le grand panda : comme lui, il est du Sichuan. Comme lui, il est trapu et bas sur pattes. Comme lui, c'est un trésor national.

Mais, comme lui, c'est une espèce en voie de disparition.

Jacques BROUELLE

LE PARTI COMMUNISTE SUD-AFRICAIN ET L'A.N.C.

« *Invité par le Mouvement de la jeunesse communiste, le dirigeant du Congrès National africain (ANC) Indros Naidoo a été reçu mercredi au siège du Comité central du PCF par Georges Marchais* ». (L'Humanité, 8.5.1986).

L'A.N.C., the African National Congress of South Africa, est, selon toute vraisemblance, la plus ancienne formation politique à composante noire de l'ensemble de l'Afrique. Son âge atteindra bientôt les trois-quarts de siècle. C'est, en effet, le 8 janvier 1912 que l'ANC vît officiellement le jour.

Ce jour-là, se réunirent à Bloemfontein, dans l'Etat libre d'Orange, venus de tous les coins de l'Afrique du Sud, des personnalités africaines dont un historien a noté, non sans une ironie qui aurait pu trouver meilleur emploi, qu'elles étaient « *strictement vêtues, complets vestons, redingotes, hauts de forme et parapluies* » (Peter Walshe, d'après *The African Communist*, 88).

La date n'était pas fortuite. Le 31 mai 1910, était entré en vigueur l'Acte d'Union qui faisait de l'Afrique du Sud un dominion doté (sous le contrôle d'un gouverneur général qui y représentait la couronne britannique) d'un gouvernement autonome dont le premier ministre était le général Louis Botha.

En février 1909, quand avait été publié un projet de constitution pour l'Union, des leaders bantous et métis des quatre provinces s'étaient déjà réunis à Bloemfontein et avaient décidé d'envoyer à Londres une délégation durant que les Communes discutaient le statut de la nouvelle union. Les délégués furent accueillis avec sympathie, mais ils n'obtinrent pas qu'on fit une place aux représentants des populations noires ou métisses dans les nouvelles institutions.

Les Anglais s'étaient rencontrés sur ce point avec Botha, le leader des Afrikaners, qui disait : « *Notre premier devoir est de réaliser l'union des races blanches* (les souvenirs de la guerre des Boers étaient encore vivaces. E. & O.). *Après quoi, on pourra s'occuper de la question indigène* » (1).

Aussi, devant cet échec (et tandis que se préparait le « *Native Land Act* » de 1913 qui, systématisant des législations et des pratiques antérieures des différents Etats de l'Union, allait délimiter les territoires réservés aux deux populations), des personnalités noires et métisses décidèrent de créer une formation politique pour faire valoir leurs revendications.

(1) Cité d'après Robert Lacour-Gayet : *Histoire de l'Afrique du Sud*, Paris, Fayard - 1970, p. 316.

Un rôle tout particulier fut joué par un jeune docteur en droit, P.I. Seme, qui, déjà, lorsqu'il était étudiant, s'était fait connaître pour ses idées en faveur de l'union des Africains et de la lutte contre l'oppression nationale. A la demande de dirigeants et de chefs traditionnels, il avait rédigé, en octobre 1911, un bref document pour montrer l'utilité d'un congrès. Il y exhortait les Noirs à l'union :

« Le démon du racialisme (2), l'aberration des expéditions de pillage des Xhosa-Fingo, l'hostilité qui existe entre les Zoulous et les Tsangas, les Basotho et tous les autres indigènes doivent être enterrés et oubliés. Il a coulé parmi nous assez de sang. Nous sommes un seul peuple.

« Ces divisions, ces jalousies sont la cause de tous nos malheurs et de toutes nos arriérations et ignorances d'aujourd'hui » (3).

A Bloemfontein, le 8 janvier 1912, ce fut P.I. Seme qui conduisit les débats :

« Chefs de sang royal et « gentlemen » de notre race, nous sommes assemblés ici pour examiner et discuter un sujet que nous avons, mes collègues et moi, décidé de poser devant vous. Nous avons découvert que, dans le pays de leur naissance, les Africains sont traités comme des coupeurs de bois et des porteurs d'eau (4). Les populations blanches de ce pays ont constitué ce qui est connu sous le nom d'Union d'Afrique du Sud, une union dans laquelle nous n'avons pas droit à la parole dans l'élaboration des lois ni aucune part dans l'administration. C'est pourquoi, nous vous avons convoqués à cette conférence pour que nous puissions ensemble trouver les voies et moyens de nous unir à l'échelle nationale dans le dessein de constituer notre unité nationale et de défendre nos droits ».

Ainsi naquit *the South African Native National Congress*. On disait plus simplement *The Native Congress*. Ce fut son premier nom. Il devait le changer en 1925 contre celui d'« *African National Congress* ».

Ce fut aussi en 1925 qu'il adopta son drapeau : noir (la population africaine), vert (la nature), or (les mines). On le voit : en dépit des déclarations des leaders de l'ANC, la population blanche est exclue de ce drapeau qu'on prétend devoir devenir national.

Le premier secrétaire général de l'ANC fut un instituteur, Sol T. Plaatje. On trouvait dans

(2) Le texte dit « racialism ». Le mot racisme ne semble pas avoir existé à cette date et d'ailleurs, comme on le verra par le contexte, racialisme désigne quelque chose d'un peu différent : des haines inter-tribales.

(3) Citation d'après *The African Communist*, n° 88, et A. Lerumo : *Fifty fighting years*, p. 97.

(4) On notera que ces « gentlemen » qui protestent contre l'inégalité raciale ont un fort sentiment de leur supériorité sociale : ils tiennent certains métiers pour inférieurs et bons pour des êtres de bas étage.

l'organisation à la fois des intellectuels (avocats, ministres du culte, enseignants) et des chefs traditionnels dont les communistes sud-africains d'aujourd'hui veulent bien reconnaître que « dans cette période-là, ils étaient encore capables d'exprimer les intérêts de la grande masse du peuple » (Lerumo, p. 27). Une sorte de Chambre Haute ou de Chambre des Lords couronnait l'organisation. Elle réunissait, autour de Letsie II de Lesotho, comme président, les chefs traditionnels des populations Kgatla, Lozi, Ngwato, Rolong, Tembu, Pondo et Zoulou.

L'ANC mena aussitôt campagne contre la législation discriminatoire, notamment l'interdiction faite aux Noirs d'acheter de la terre en dehors de certaines régions et l'extension aux femmes du passeport intérieur. Mais, d'après les communistes d'aujourd'hui, le Congrès apportait dans ses positions « une modération étudiée », ce qui expliquerait que les marxistes ont longtemps sous-estimé sa capacité révolutionnaire.

MÉPRIS COMMUNISTE

Des contacts s'établirent cependant entre l'ANC et la *Ligue socialiste internationale* dès 1916, c'est-à-dire moins d'un an après que cette ligue se fût séparée du Parti du Travail sud-africain. On sait que la scission s'était faite entre les socialistes sur l'attitude à adopter à l'égard de la guerre (5), les « ligueurs » prenant une position assez proche du défaitisme révolutionnaire que professait Lénine à la même époque. Il semble que ce soit sur ce thème de la résistance à la guerre, autant que sur celui de l'égalité des droits pour les Noirs, que fut menée l'action commune. En tout cas, il y eut, à la suite d'une grève, un « procès de trahison » où comparurent cinq leaders de l'ANC et trois socialistes, des blancs.

Lors de sa formation, le Parti communiste Sud-Africain se montra plus que réservé à l'égard de l'ANC. Il préférait à la fois recruter pour son compte des adhérents parmi les Noirs (ils ne furent longtemps qu'une toute petite minorité dans ses rangs) et travailler, sur le plan des masses, avec le concours de *The Industrial Workers of Africa* (I.W.A.) (un nom forgé sur le modèle de *The Industrial Workers of the World*), l'organisation syndicale que des militants de la Ligue socialiste internationale avaient mise sur pied en 1917, à l'usage principal des travailleurs noirs.

On possède sur cette attitude pour le moins réservée des premiers communistes sud-africains à l'égard de l'ANC, un témoignage officiel : le rapport sur « *le communisme en Afrique du Sud* », que présenta David I. Jones (resté à Moscou d'après le 2^e Congrès de l'I.C.) au Comité exécutif du Komintern, en 1920 pour appuyer la demande d'adhésion de la Ligue socialiste internationale à la Troisième Internationale :

(5) Voir notre article : *Le Parti communiste sud-africain*, dans *Est & Ouest*, février 1986.

« Il existe un organisme connu sous le nom de Congrès Indigène (= *Native Congress*), avec des sections fonctionnant dans les différentes provinces et une organisation pour l'ensemble de l'Union. C'est un organisme constitué de façon assez lâche, composé de chefs traditionnels, d'hommes de lois indigènes, d'ecclésiastiques indigènes et d'autres indigènes qui complètent leur gagne-pain (= qui se font un petit supplément de ressources. E & O) en travaillant comme agents du Congrès parmi leurs compatriotes. Cet organisme est patronné et conseillé par le gouvernement. Il dispose de journaux hebdomadaires dans les diverses provinces : *Abantu Batho* à Johannesburg, *I langa Llase Natal* au Natal, etc... Ces journaux sont subventionnés par le gouvernement à l'aide d'annonces légales, lesquelles leur sont souvent retirées quand le Congrès sort de son rôle de bourgeois respectable que, normalement, il essaie d'assumer. Il se contente d'une agitation en faveur de l'égalité des droits civils et politiques, égalité à laquelle ses membres estiment avoir des droits particuliers, en tant qu'étroite coterie d'indigènes cultivés. Seulement, on ne peut remuer les masses pour obtenir ces droits sans que leur mouvement prenne une allure révolutionnaire. De là vient que le gouvernement est hésitant à l'égard du Congrès et que le Congrès recule timidement devant les mouvements de masse de son propre peuple. Les ouvriers indigènes qui sont à l'I.W.A. ont rapidement saisi la différence entre leurs syndicats et le Congrès et ils ont engagé une guerre sans merci d'invectives, lors des réunions communes de leur syndicat avec le Congrès, contre les respectables habits noirs (encore la même raillerie E & O.) du Congrès. Mais les organisations de classe des indigènes, qui sont en pleine croissance, devraient bientôt dominer ou supplanter le Congrès. Les intérêts nationaux et les intérêts de classe des indigènes ne peuvent être distingués les uns des autres. Voici un mouvement nationaliste révolutionnaire dans le plein sens de la formule de Lénine » (traduit d'après *South African Communists speak*. Londres, 1981, pp. 53-54).

La dernière formule est une allusion aux « Thèses » du deuxième congrès de l'I.C. « sur les questions nationale et coloniale », mais, contrairement à ces thèses, encore mal assimilées, les communistes sud-africains pensaient devoir s'allier avec l'organisation de classe qu'était l'I.W.A. plutôt qu'avec ce « mouvement national démocratique bourgeois » qu'était le Congrès indigène.

De son côté, l'ANC était fortement hostile au communisme et cela, non seulement du fait des chefs traditionnels, mais aussi de son aile réformiste.

PREMIER CONTACTS

Ce n'est qu'après 1925 que des relations s'établirent entre l'ANC et le PCSA. L'initiative en revint (il n'en faut pas douter) aux communistes : l'échec de leurs tentatives pour s'unir au *Labour Party*, le rejet de leur influence sur l'*Industrial and Commercial Workers' Union (ICU)*, créée en 1920 avec le soutien de l'ANC et du PCSA, mais qui était entrée dans l'obédience de la Fédération syndicale internationale (l'équivalent alors de la CISL d'aujourd'hui) et qui en 1926 avait soudain interdit aux membres du PCSA d'appartenir aux organes directeurs des syndicats, tout cela privait les communistes d'importantes possibilités pour aller aux masses. D'autre part, un débat s'était engagé dans l'Internationale sur la question noire, l'Internationale estimant qu'il fallait faire la plus large part aux Noirs dans le Parti et à leurs problèmes dans l'action du Parti, au risque, si nécessaire, d'en écarter les intellectuels et les ouvriers blancs.

Les actes suivirent. En 1924, les Noirs n'étaient qu'un tout petit nombre dans le PCSA. En 1928, on en comptait environ 1 600 sur un effectif total de 1 750. (Qu'on ne s'étonne pas de la faiblesse de ce nombre : ce qui fait la force d'un parti de type léniniste, ce n'est pas le nombre de ses adhérents, mais la discipline de son appareil et sa capacité à noyauter les organisations de masse non communistes pour les mettre au service de la politique communiste).

A partir du moment où l'utilisation de la protestation des Noirs était tenue, d'ordre de Moscou, pour aussi et même plus fructueuse que l'utilisation des conflits de classe et des révoltes sociales, le PCSA ne pouvait que renoncer à son dédain antérieur pour les petits bourgeois de l'ANC et tenter de noyauter l'organisation naguère encore considérée avec mépris.

LE TOURNANT DE L'A.N.C.

Comment les communistes réussirent-ils à influencer sur l'orientation politique de l'ANC où, bien entendu, ils avaient pénétré depuis longtemps ? Nous ne saurions le dire.

Toujours est-il qu'en février 1927, assistant à Bruxelles au Congrès international de la Ligue contre l'impérialisme (6), auquel prenait part également James La Guma pour le PC Sud-Africain (et, pour l'Inde, J. Nehru), le président de l'ANC, J.J. Gumede, qui s'était, dix ans auparavant, opposé farouchement au bolchévisme, fit sensation en déclarant :

« Je suis heureux de dire qu'il y a des communistes en Afrique du Sud. Moi-même, je n'en suis pas un, mais l'expé-

(6) Organisé indirectement par l'Internationale communiste (dont d'ailleurs le Comité Exécutif y était représenté) le Congrès de Bruxelles avait pour mission de constituer une ligue anticoloniale ouverte aussi largement que possible. La France s'y trouvait représentée par des délégués de la CGTU, de l'ARAC, par des personnalités comme Henri Barbusse, qui fut l'un des animateurs du congrès, le professeur Langevin, mais aussi Georges Pioch, Félicien Challaye, Henri Torrès, Moro-Giafferi.

rience m'a appris que le Parti communiste est le seul parti qui se tienne à nos côtés et de qui nous pouvons attendre quelque chose ».

Quatre mois plus tard, en juin 1927, lors de la conférence annuelle de l'ANC, il renouvela sa déclaration, assurant « *que le Parti communiste était absolument le seul qui combattit honnêtement et sincèrement pour les peuples opprimés* ».

Les esprits avaient changé dans l'ANC, puisque non seulement Gumede fut réélu président pour trois années, mais que l'Assemblée désigna comme secrétaire général de l'ANC le communiste E.J. Khaïlle : celui-ci, l'année précédente, avait été écarté du Comité directeur de l'ICU pour avoir refusé de respecter la décision interdisant à un membre du PCSA d'appartenir aux organes directeurs d'une organisation syndicale. J. La Guma, écarté de l'ICU pour la même raison, était secrétaire de l'ANC pour la province du CAP.

Cette même année 1927, Gumede accepta l'invitation que lui fit le gouvernement soviétique d'assister à Moscou aux fêtes du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Il en revint enthousiaste : « *J'ai vu arriver le monde nouveau, là où il a déjà commencé. J'ai été vers la nouvelle Jérusalem* » (7).

Gumede avait été reçu à peu près avec les honneurs dûs à un Chef d'Etat. Habitué à un traitement hélas ! fort différent de la part des blancs de son pays, il avait été ébloui, au point de ne pas se rendre compte de la comédie que lui jouaient les Soviétiques.

The South African Worker, le 2 mars 1928, saluait « *l'établissement de contacts entre la Russie soviétique et l'ANC au travers de la visite du Président général Gumede et du secrétaire de la province du Cap, La Guma* » comme un « *tournant dans l'histoire de l'Afrique* » (*S.A. communists speak*, p.87). Le 9 mai, l'Assemblée générale de la branche du Cap de l'ANC (dont on a vu que le secrétaire général était le communiste E.J. Khaïlle) demandait à la direction de l'ANC d'établir une coopération aussi étroite que possible avec le Parti communiste :

« L'Assemblée générale de la branche de Capetown de l'ANC, tout en confirmant la déclaration du Président Gumede à la convention des chefs à Bloemfontein en avril (1927), selon laquelle l'ANC n'est en aucune manière ni rattaché, ni affilié au Parti communiste d'Afrique du Sud, assure toutefois par la présente résolution qu'elle place une pleine et entière confiance dans le Parti communiste d'Afrique du Sud, considérant que de tous les partis politiques d'Afrique du Sud, le Parti communiste est le seul à s'être fait sans réserve l'avocat de la liberté et de l'égalité des populations

non-européennes d'Afrique du Sud avec les autres races.

« C'est le seul parti politique qui défende la cause des travailleurs d'Afrique du Sud sans distinction de couleur et qui ne connaisse aucune discrimination en fonction de la couleur dans ses rangs.

« Comme les buts et objectifs définis dans les statuts du Parti communiste sont les mêmes que les buts et les aspirations des travailleurs d'Afrique du Sud, l'Assemblée demande au Comité Exécutif de l'ANC de considérer et d'étudier tous les moyens en vue d'une coopération plus étroite avec le Parti communiste, en tant que seul parti interprétant correctement les aspirations de la classe ouvrière dans ce pays, spécialement celles des populations asservies » (*S.A. Communists speak*, p.88).

On voit que, dans la province du Cap tout au moins, la prise en main de l'ANC par le PCSA avait déjà été poussée fort loin.

LES DIRECTIVES DU KOMINTERN

Quand, après d'assez vives discussions menées à Moscou par La Guma, le Parti communiste d'Afrique du Sud eut, sur la pression de Moscou et non sans dégât pour lui-même, adopté pour ligne directrice « *la création d'une république indigène indépendante* », avec garanties pour la minorité blanche, il redoubla d'efforts en direction de l'ANC, comme lui en faisait obligation la « *résolution sur la question sud-africaine* » adoptée par le Comité Exécutif de l'Internationale à la suite de son sixième Congrès (août-septembre 1928).

On y lisait :

« Le Parti doit apporter une attention particulière aux amorces d'organisation nationale parmi les indigènes, comme le *Congrès National Africain*. Le Parti, tout en maintenant sa propre indépendance, doit participer à ces organisations, doit chercher à accentuer et étendre leur activité. Notre objectif doit être de *transformer l'ANC en une organisation nationale révolutionnaire de combat* contre la bourgeoisie blanche et les impérialistes britanniques, appuyée sur les syndicats, les organisations paysannes et cela, *en développant systématiquement l'influence dirigeante des ouvriers et du Parti communiste au sein de l'organisation*. Le Parti doit chercher à affaiblir l'influence que les chefs indigènes, corrompus par la bourgeoisie blanche, exercent sur les organisations tribales indigènes existantes, en développant les organisations paysannes et en étendant l'influence du Parti communiste parmi les paysans » (*S.A. Communists speak*, p.96).

Est-ce que cet aveu presque cynique de la volonté des communistes de conquérir l'ANC et de

(7) Nous suivons ici de très près A. Lerumo (o.c., pp.56-57).

le placer sous la domination du PCSA éveilla la méfiance de la majorité du Congrès ? Toujours est-il qu'à l'Assemblée générale de l'ANC, en avril 1930, Gumede, qui avait invité les militants à riposter aux attaques contre l'URSS, « *le seul ami véritable des peuples opprimés* », et repris le mot d'ordre communiste d'une « *République indigène sud-africaine* », fut écarté de la présidence à laquelle il avait posé à nouveau sa candidature, et remplacé par P.I. Seme, diplômé de l'Université Columbia (Etats-Unis). La nouvelle direction jeta l'unité d'action avec les communistes.

Selon A. Lerumo (p.66), cette mise à l'écart des communistes entraîna le déclin de l'ANC. Jamais il n'aurait été aussi bas que dans la première moitié des années 30, son manque d'activité s'accompagnant d'un déchaînement de querelles intérieures et de conflits d'une province à l'autre : affirmation très plausible si l'on admet que les communistes étaient pour beaucoup dans le dynamisme de l'ANC.

RETOUR À LA POLITIQUE D'ALLIANCE

Le tournant de l'Internationale communiste opéré officiellement lors de son septième congrès en juillet 1935, le mot d'ordre de Front Populaire et d'alliances aussi larges que possible contre le fascisme, l'abandon un peu plus tard de la revendication d'une « République indigène » par le PCSA, cette nouvelle politique permit à celui-ci, non seulement de retrouver son unité intérieure, mais encore de nouer à nouveau des alliances avec les autres organisations politiques, et donc avec l'ANC.

L'occasion de faire sa rentrée dans le concert des organisations politiques et sociales lui fut offerte par la proposition, lancée par l'ANC, de réunir, le 16 décembre 1935, à Bloemfontein, une convention pan-africaine (*All African Convention*, ou AAC) pour organiser la lutte contre les lois modifiant le statut des indigènes que préparait le gouvernement nationaliste dirigé par Hertzog. Le PCSA se rendit à cette assemblée pour essayer de faire prévaloir son mot d'ordre d'un « *front uni du peuple contre l'impérialisme* ».

Le 26 octobre 1935, il définissait ainsi sa position :

« Le Parti communiste a signalé à maintes reprises durant ces dernières années que l'unité d'action de toute la population indigène et de ses organisations est la condition principale et décisive qui permettra à notre combat d'aboutir à la victoire. Le PC a proposé maintes fois à l'ANC et à l'ICU de réaliser l'unité d'action pour mener la lutte en faveur des revendications immédiates de la population. Mais les dirigeants de l'ANC et de l'ICU ont toujours refusé sans explication nos propositions. C'est avec d'autant plus de

satisfaction que nous approuvons l'initiative des leaders de l'ANC de convoquer une convention nationale d'unité (*S.A. Communists speak*, p.126).

A cette date, le PCSA n'avait pas encore procédé à la révision de tous ses mots d'ordre. Il précisait en effet que « *si l'ANC pensait possible de regagner la terre et l'indépendance à travers une coopération avec le gouvernement colonial et les impérialistes anglo-boers* », le Parti communiste, quant à lui, maintenait que le peuple sud-africain ne serait vraiment libre que lorsqu'il aurait « *chassé du pays les exploités anglo-boers et établi une république indigène indépendante* » (id).

Moins d'un an plus tard, ces réserves étaient reléguées au magasin des accessoires. Les 5 et 6 septembre 1936, une conférence du PCSA arrêta une résolution disant :

« Le VII^e Congrès mondial de l'Internationale communiste a montré que la tâche la plus importante du PCSA consistait dans l'établissement d'un front du peuple anti-impérialiste... En conséquence, la tâche immédiate du Parti est non seulement de prendre une part active à la Convention pan-africaine (AAC), mais de faire tout ce qui est en son pouvoir pour la renforcer. La convention pan-africaine, qui est l'étape embryonnaire d'un front uni comprenant l'ANC, l'ICU, le PC et d'autres organisations d'indigènes, peut et doit être soudée en un puissant mouvement anti-impérialiste de libération entraînant des millions d'indigènes ».

En conséquence, les communistes s'employèrent et à réaliser l'unité syndicale sous leur égide (ils n'y parvinrent que partiellement), et à faire revivre l'ANC, dont l'activité s'était considérablement réduite.

NOUVEAU DÉPART DE L'ANC

Il semble qu'ils aient profité pour cela du renouveau d'intérêt qu'ils provoquèrent autour de la « plus ancienne organisation de la majorité du peuple », à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire en 1937 (Lerumo, p.68). En tout cas, la place importante qu'ils tenaient dans ce renouveau de l'ANC provoqua des craintes, qu'un article de leur journal, *The South African Worker*, essaya de dissiper le 6 novembre 1937.

Après avoir rappelé qu'au Transvaal un comité de coordination de dirigeants bantous avait décidé de faire revivre l'ANC, et qu'une série de meetings avait été organisée, le PCSA se disait douloureusement touché par les allégations de « *trois ou quatre membres de ce Comité* » qui prétendaient que « *des membres du PC avaient entrepris de s'emparer de la direction de l'ANC* » :

« De telles accusations ne sont pas seulement sans fondement. Elles ont pour effet d'empêcher la renaissance de l'ANC. Pareille tactique est destructive. Le PCSA comprend plus que tout autre la nécessité d'un mouvement national et soutient toute organisation progressiste combattant pour l'émancipation des Africains exploités et opprimés. »

« Nos intérêts sont identiques à ceux des membres du Comité de coordination. Puisque la majorité des membres de l'ANC a adopté une attitude ferme à l'égard de ceux qui sont responsables de ces allégations, on peut espérer que ces messieurs modifieront leurs impressions erronées. Des attaques personnelles empêchent la réalisation d'une plate-forme unique. Les organisations n'ont pas été créées pour qu'on se batte pour leur direction. Qu'on nous laisse faire renaître l'ANC dans l'intérêt de l'unité. La question de savoir qui le dirigera est sans importance » (*S.A. Communists speak*, p.131-2).

Les bons apôtres !

LE PCSA ET LA CROISSANCE DES ORGANISATIONS DE MASSE

Fait curieux, le PCSA donne l'impression d'avoir failli être, dans les toutes dernières années de l'avant-guerre, la victime de sa tactique de « noyautage » tous azimuts. C'est à cause de la présence de militants à lui dans les Congrès indiens du Natal et du Transvaal que ces organisations commencèrent à s'orienter vers un style d'action plus révolutionnaire. De même, ses militants jouent les premiers rôles dans la fondation de *The National Liberation League* à Cape Town

et de *The Non-European United Front*. Leur influence dans les syndicats s'accroît également.

Or, tandis que les militants communistes poursuivent « *cet excellent travail* » (A. Lerumo) en dehors du Parti, mais bien entendu pour son compte, ils négligent quelque peu le Parti lui-même, à la fois parce que l'action dans les organisations de masse, sous un masque moins impopulaire, est plus facile que le travail du Parti proprement dit, dont les idées et la fidélité à Moscou hérissent toujours la majeure partie de l'opinion publique, et aussi, plus simplement, parce que les membres du Parti, très peu nombreux, doivent suffire à toutes sortes de tâches et n'y parviennent plus.

D'où une sorte d'évanouissement du Parti lui-même. Ses effectifs diminuent. Ses difficultés financières sont si grandes que son journal, *Umsebenzi*, cesse de paraître. C'est la première fois depuis la fondation de *The International* en 1915 que les communistes sud-africains n'ont pas d'organe de presse.

Bref, les organisations de masse que contrôlait ou essayait de contrôler le PCSA absorbaient l'essentiel de son énergie et le vidaient de sa substance. D'où sa volonté de concentrer son action de noyautage sur deux seulement de ces organisations – l'ANC et les syndicats –, de les prendre bien en main et d'organiser autour d'elles l'union de toutes les forces révolutionnaires ou réformistes et même simplement libérales.

Quand le Parti tient solidement l'organisation qui sert de centre au rassemblement populaire, il n'y a que des avantages à ce que celui-ci soit le plus vaste possible.

(à suivre)

Claude HARMEL

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

A compléter et retourner à **EST & OUEST**, 15, av. Raymond-Poincaré, 75116 PARIS

Je soussigné

adresse

souscris un abonnement ou réabonnement d'un an à **EST & OUEST** et je (*)

vous adresse ci-joint un chèque bancaire ou postal à l'ordre d'**EST & OUEST**

souhaite recevoir une facture faisant ressortir la TVA.

Tarif : abonnement normal	262 F
abonnement pour l'étranger	346 F
abonnement de soutien (personne physique)	360 F
abonnement de soutien (personne morale)	600 F

(*) barrez la case appropriée.

QUE SAIT-ON SUR GORBATCHEV ?

Quand un nouveau n° 1 est nommé au Kremlin, il en résulte de nombreux effets immédiats, dont deux concernent l'édition : il est obligatoire que paraissent instantanément dans le monde communiste des livres signés par le nouveau secrétaire général, et dans le monde capitaliste d'autres ouvrages relatant sa carrière. Comme, en deux ans et demi, trois secrétaires généraux se sont succédé, une inflation de livres de ces deux catégories s'est produite.

Pour le premier d'entre eux, Andropov, il existait déjà en URSS des recueils de ses discours et articles, mais il restait à publier des biographies de l'intéressé en Occident. La qualité de celles-ci fut plus que discutable, mais impressionnante par la quantité : Andropov ne resta pas en fonction plus de quinze mois mais il eut droit, en Occident, à cinq livres retraçant sa carrière !

Son successeur, Tchernenko, ne demeura le maître de Kremlin que pendant treize mois. Cela suffit pour qu'on publie en URSS le premier volume de ses articles et discours, dans le cadre d'un projet relatif à ses œuvres complètes. Le vide absolu de sa vie découragea toutefois les plumes les plus téméraires de l'Occident d'écrire sa biographie, et sa mort arrêta la publication de ses œuvres complètes en URSS.

Pour le troisième secrétaire général de la série, Gorbatchev, les choses sont allées encore plus vite : il a suffi d'un an pour obtenir aussi bien des livres signés Gorbatchev que des ouvrages consacrés à sa vie. Le même jour (7 juin), la « Pravda » nous a appris qu'un livre de Gorbatchev avait paru en Grande-Bretagne (« Discours et articles ») et un autre aux Philippines (« Le temps pour la paix »). Quant aux livres sur Gorbatchev, quatre ont déjà été publiés en Occident : le premier, signé Thos G. Butson, a paru le mois même de son élection (mars 1985) et dans l'année, trois autres auteurs contèrent à leur tour la biographie du nouveau secrétaire général : Jaurès Medvedev (en anglais), Nikolai Poljanski et Alexander Rahr (en allemand) et Christian Schmidt-Häuer (en allemand et en anglais) (1).

BIOGRAPHIES D'« HOMMES SANS BIOGRAPHIE »

Lorsque Staline eut vaincu politiquement, puis liquidé physiquement la vieille garde bolché-

vique, il se fit entourer d'« apparatchiks » genre Jdanov et autres Malenkov, qu'on prit l'habitude, en Occident, d'appeler des « hommes sans biographie ». Tant que Staline vécut, on ne publia que sa propre biographie en Occident, et à plus forte raison à l'Est. Mais dès sa mort, un journaliste occidental, Martin Ebon, publia la biographie de Malenkov. Cet auteur n'eut guère de chance : six mois après la mort de Staline, son héritier présumé perdit son poste au Secrétariat du Parti. L'auteur n'en fut nullement découragé et en 1983, il publia une biographie du nouveau n° 1, Andropov. Nouvelle malchance : dès février 1984, Andropov décédait.

Apparemment, Gorbatchev ne court pas le risque de rester n° 1 seulement pendant un ou deux ans. Ses nombreux biographes ne s'en trouvent pas moins confrontés à ce problème redoutable : comment écrire la biographie d'un homme sans biographie ? Il s'en tirent de deux façons, qu'ils exploitent au maximum : le remplissage et le recours, même abusif, à des informations peu sûres. Exemples de remplissage : dans le livre de Poljanski et Rahr, cinq pages sont consacrées au Plénum d'octobre 1964 qui vit la chute de Khrouchtchev, alors que le jeune Gorbatchev n'avait rien à y faire ; de même, dans le chapitre relatif à la rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève, quatre pages traitent le cas du « transfuge » du KGB Yourtchenko sous le simple prétexte que le retour de Yourtchenko à Moscou eut lieu deux semaines avant Genève !

Quant aux rumeurs et racontars érigés en faits historiques, deux exemples les illustrent bien. Le premier concerne une information sur Raïssa Gorbatchev, qui serait la nièce de Gromyko ; détail qui pourrait expliquer en partie la carrière fulgurante de Gorbatchev. Mais comment établir la vérité à ce propos ? Ni Medvedev, ni Schmidt-Häuer n'en soufflent mot, alors que chez Poljanski et Rahr, le procédé est le suivant : page 39, ils écrivent prudemment : « Un journaliste allemand connu a interrogé récemment Alexandre Gorbatchev, frère du secrétaire général, sur la carrière de ce dernier. Le frère répondit que Mikhaïl avait épousé la femme qu'il fallait... Le frère de Gorbatchev pensait à Raïssa Maximovna Titorenko. Elle doit être, comme le frère l'indiquait, une nièce du chef de l'Etat Gromyko. Malheureusement, on ne peut pas vérifier — les sources officielles soviétiques gardent le silence sur ce sujet ». Or, ce « tuyau », donné sous réserve à la page 39, devient une information tout à fait sûre à la page 102 : « Gromyko visite souvent sa nièce Raïssa et son mari Gorbatchev, secrétaire pour les affaires

(1) Thos G. Butson : Butson : « Gorbatchev. A. Biographie », éd. Stein and Day, New-York 1985, 170 pages.
 — Jaurès Medvedev : « Gorbatchev », éd. Basils Blackwell, Oxford 1986, 272 p.
 — Nikolai Poljanski et Alexander Rahr : « Gorbachow. Der Neue Mann », éd. Universitas, Munich 1986, 350 p.
 — Christian Schmidt-Häuer : « Gorbatchev. The Path to Power », éd. I.B. Tauris, Londres 1986, 218 pages.

agricoles, qui habitent un nouvel appartement de cinq pièces dans la rue Alexis Tolstoï ».

Autre exemple de ce laxisme dans l'information : le décès subit, à l'âge de 60 ans, de Fédor Koulakov, qui fut chef du Parti à Stavropol (comme plus tard Gorbatchev lui-même) et ensuite promu à Moscou secrétaire du Comité central, responsable de l'agriculture et membre du Politburo, avant de mourir subitement en 1978 et de laisser ainsi la place libre à tous ces postes pour Gorbatchev ! Cette disparition de Koulakov donne l'occasion à Poljanski et Rahr de parler de « rumeurs » et de « spéculations » concernant le « suicide » de Koulakov. Un autre biographe de l'actuel n° 1, Christian Schmidt-Häuer, ex-correspondant à Moscou de l'hebdomadaire allemand « *Die Zeit* », transforme ces rumeurs en informations exactes, écrivant : « *Selon la version officielle, Koulakov est mort d'un infarctus. Mais il est connu aujourd'hui qu'il s'est suicidé ; il a été trouvé les veines coupées* ». Aucune référence, et pour cause, n'accompagne cette information, qui n'est même pas donnée sous forme conditionnelle. A l'encontre de cet auteur, Jaurès Medvedev reste prudent : « *A Moscou, la rumeur courait qu'il s'était suicidé et selon des informations ultérieures, s'était coupé les veines* ». Cette phrase est accompagnée d'une référence : le livre du couple V. Solovyov et E. Klepikova sur Andropov (p. 250). Mais une page plus loin, l'ouvrage est ainsi exécuté par Medvedev : « *Ce livre comporte un certain nombre de rumeurs et de spéculations sans citation de sources dignes de foi qui pourraient les confirmer* ».

GORBATCHEV, COMMUNISTE « RÉFORMATEUR ET LIBÉRAL » DE TOUJOURS

Il est de règle que tout nouveau secrétaire général soit salué en Occident comme un libéral (avec une exception toute relative pour Tchernenko). Il vaut toutefois encore mieux ne pas se limiter à affirmer que le nouveau n° 1 est un communiste libéral, et remonter dans le passé pour affirmer qu'il a *toujours* été un libéral. Pour réussir cette opération, il faut évidemment trouver des « témoins ». Si, par hasard, l'un d'eux apparaît et exprime un jugement négatif sur le passé du nouveau n° 1, sa voix est purement et simplement étouffée, ignorée par les mass-medias occidentaux. Tel fut le cas avec cette confidence de l'écrivain russe actuellement en exil à Paris Vladimir Maximov, livrée au moment où Gorbatchev était déjà le n° 2 et se préparait à succéder à Tchernenko : « *Regardez Gorbatchev. Il était mon supérieur quand je débutais dans le journalisme : il était chef-adjoint de la propagande du département des Komsomols. Gorbatchev a un an de moins que moi... Il n'est pas différent des autres, il est gris, il est misérable comme tous les autres. A l'époque où je le connaissais, en ce qui concerne les bouteilles et les filles, il était en première ligne...* » (« *Confrontation* », octobre 1964, p. 24).

Au contraire, si un « témoin » présente le nouveau n° 1 sous des couleurs favorables, sa « révélation » ne manque pas de faire le tour du monde. Tel fut le cas avec le « témoignage » de Zdenek Mlynar, ex-secrétaire du Comité central du PC Tchécoslovaque au moment du « printemps de Prague » et qui a quitté son pays en 1977 pour s'établir en Europe occidentale. Au lendemain de l'accession de Gorbatchev au Kremlin, il fit paraître le 9 avril 1985, dans le quotidien du PC italien « *L'Unita* », un article qui fut reproduit ou résumé par toute la presse occidentale, puis repris dans les ouvrages consacrés au nouveau promu.

Dans son article, Mlynar révélait que, de 1950 à 1955, pendant ses études à l'Université de Moscou (Faculté de Droit), il habitait le même immeuble que Gorbatchev, appartenait au même groupe, préparait ses examens avec lui, tous deux réussissant ensemble et brillamment leur licence. « *Nous étions connus de tout le monde comme une paire d'amis très proches* », précise Mlynar. Plus loin, au sujet de Gorbatchev, il lâche le mot sacré « réformateur » : « *Il n'était jamais cynique ; par son caractère, il était un réformateur...* ». Il termine par ces louanges : « *Il était non seulement très intelligent et doué, mais aussi un personnage ouvert, que son intelligence ne poussait jamais à l'arrogance ; il voulait entendre l'opinion des autres. Loyal et personnellement honnête...* », etc. Comme il fallait étayer ces éloges par au moins un fait précis, Mlynar rapporte ce « souvenir » : en 1952, quand Gorbatchev et Mlynar étudiaient à l'Université l'histoire du Parti, qui enseigne que toute « *déviaton anti Parti* » doit être liquidée, Gorbatchev se permit cette objection hérétique devant son collègue tchèque : « *Pourtant, Lénine n'avait pas arrêté Martov (chef des Menchévics) et il l'a laissé s'expatrier* ».

Si les opinions élogieuses de Mlynar peuvent être soit partagées, soit rejetées, son information sur Lénine et Martov peut, en revanche, être vérifiée. Et la vérification conduit à la conclusion que Gorbatchev ne pouvait pas avoir assez de courage ni de connaissances historiques pour tenir pareils propos. Au moment où Mlynar situe cette objection anti-stalinienne (1952), c'est la période de la toute puissance de Staline et de son culte démentiel, c'est l'année où s'ouvre le 19^e congrès du PC soviétique et celle à laquelle Gorbatchev est admis dans le Parti. La terreur est à son comble, le procès Slansky à lieu à Prague cette même année 1952. Imagine-t-on possible qu'un étudiant soviétique de province, au moment où il entre dans le Parti de Staline, critique le « père du peuple », et devant un étranger ? Impossible, évidemment.

Mais c'est plus encore sur le plan des faits matériels que la « confidence » de Mlynar ne tient pas debout. La raison en est simple, mais décisive : quand Mlynar situe la confidence (1952), l'aide de Lénine à Martov pour quitter le pays

n'existe absolument pas en tant que « fait historique ». A ce moment-là, Martov, comme tant d'autres, est un non-être dans l'histoire stalinienne et le jeune étudiant Gorbatchev ne pouvait en aucun cas avoir eu connaissance de l'événement. Car, et c'est le plus grave, ce « fait » a été inventé de toutes pièces, et il l'a été seulement dix ans plus tard, en 1962 : dans la foulée du 22^e congrès du PC soviétique (novembre 1961), Khrouchtchev avait relancé son offensive contre Staline et les écrivains étaient invités à y participer. Dans ce contexte, un auteur soviétique, Emmanuel Kazakevitch, publia en avril 1962, dans les « *Izvestia* », un récit historique « révélant » que Lénine avait envoyé un courrier secret (une femme) auprès de Martov qui se cachait, pour lui transmettre les papiers nécessaires à sa fuite clandestine du pays. Il ajouta que Lénine n'en avait pas informé son propre gouvernement, ni la police (Tchéka). Ces « révélations » furent démenties en Occident par un autre leader menchévick, Rafael Abramovitch, qui avait précisément quitté la Russie en 1920 avec Martov. Dans une lettre adressée au *New York Times* (6 mai 1962), il pulvérisa les inventions de Kazakevitch et, fait exceptionnel, en juillet 1962, la revue soviétique *Octobre* publia sur l'affaire un article qui donnait raison à R. Abramovitch. L'article précisait même que celui-ci s'était rendu avec Martov en Allemagne et que leur voyage n'avait été ni clandestin, ni organisé par Lénine.

Bref, le jeune Gorbatchev, entré dans le Parti en 1952, ne pouvait alors pas savoir qu'une telle « révélation » serait produite dix ans plus tard, ni qu'elle serait démentie si rapidement. Les communistes « libéraux », en l'occurrence les Italiens et un ex-responsable du « Printemps de Prague », sont donc capables, eux aussi, de refaire l'histoire à la manière du « 1984 » de Georges Orwell et de ne pas laisser ce monopole aux staliniens d'hier et d'aujourd'hui.

LE COUPLE GORBATCHEV ET L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE

Le régime soviétique ne pêche en général pas par excès de place accordée à la femme, même si elle est l'épouse du secrétaire général du Parti. Le monde (communiste et capitaliste) a vu pour la première fois les visages de Mmes Andropov et Tchernenko le jour de l'enterrement de leurs maris. Précédemment, Khrouchtchev et Brejnev avaient montré leurs épouses à Moscou et à l'étranger, mais celles-ci ne détenaient aucun poste dans l'appareil d'Etat. Avec l'épouse Gorbatchev, Raïssa, c'est différent : son visage n'est pas inconnu et elle travaille dans l'appareil d'Etat. A l'instar de son mari, le champ d'activité de Mme Gorbatchev a touché en premier lieu l'agriculture soviétique. Au sujet du nouveau n° 1, Jaurès Medvedev écrit à juste titre : « *Le métier de Gorbatchev : « agronome-économiste », a été mis en évidence dans la courte biographie publiée au moment de sa nomination comme secrétaire général. Il est le premier chef soviétique à possé-*

der une formation agricole. Il est également le premier à n'avoir rien fait d'autre que d'œuvrer dans l'agriculture avant de devenir le chef ». Toutefois, cette connaissance directe du monde agricole soviétique ne s'est traduite jusqu'à maintenant par aucune démarche destinée à abolir la racine du mal soviétique en agriculture : le collectivisme. Jaurès Medvedev se montre très pessimiste dans son pronostic : « *Gorbatchev, à la différence de Malenkov en 1953 et de Brejnev en 1964, ne pourrait pas recourir à un geste populaire pour encourager le secteur privé dans les régions agricoles »*.

Alors que le mari a abordé le monde rural en tant que praticien, l'épouse l'a fait en tant que chercheur. En 1967, elle présenta une thèse de doctorat sur « *L'apparition de nouvelles caractéristiques dans la vie quotidienne des fermes collectives paysannes (sur la base d'une enquête sociologique effectuée dans la région de Stavropol)* ». La thèse fut soutenue à l'Institut pédagogique Lénine de Moscou et l'un des membres du jury était le professeur G.V. Osipov, un sociologue et philosophe connu à Moscou. L'enquête avait été menée au milieu des années 60, c'est-à-dire lorsque Gorbatchev était précisément le responsable de l'agriculture dans la région de Stavropol. Inutile de préciser que Raïssa avait bénéficié d'une situation privilégiée pour consulter des sources pas toujours faciles à atteindre.

Christian Schmidt-Häuer a eu l'occasion de lire le résumé de cette thèse, fait par un candidat au doctorat (l'« avtoreferat ») et déposé dans les bibliothèques universitaires. Il écrit : « *En ce qui concerne les conditions de vie dans les kolkhozes de la région de Stavropol, Raïssa Gorbatchev conclut : « Les conditions matérielles dans les fermes collectives paysannes montrent une tendance ascendante »*. Mais les chiffres parsemant ce résumé incitent à moins d'optimisme. Ainsi, dans les 3 119 kolkhozes inclus dans l'enquête faite en 1965, la presque totalité des maisons manquaient de chauffage central, de canalisations, d'eau courante, bien que près de la moitié d'entre elles aient été construites au cours de la dernière décennie. Toujours en 1965, un kolkhozien dépensait en moyenne 3,46 roubles par mois pour les services, alors qu'un habitant de Stavropol en dépensait cinq fois plus. Les inégalités de salaires étaient en fait plus élevées que selon la théorie officielle : en 1964, le salaire moyen dans les kolkhozes était de 33 à 50 roubles par mois pour un ouvrier non-qualifié, de 83 à 117 pour un ouvrier qualifié et de 125 pour un spécialiste en agriculture. Autre chiffre : 66,6 % des maisons possédaient une icône, alors que dans celles de « *l'intelligensia des kolkhozes* » (en clair : les apparatchiks et les bureaucrates), ce pourcentage tombait à 16,6 %. Et Christian Schmidt-Häuer de tirer cette conclusion : « *Gorbatchev, formé comme juriste et économiste agricole, a été influencé par les enquêtes sociologiques de son épouse ; ses recherches complétaient sa propre optique du travail du Parti »*.

Onze ans après cette thèse, c'est-à-dire en 1978, Gorbatchev fut appelé à Moscou pour diriger le secteur agricole du Secrétariat du Parti, non plus à l'échelle de la région de Stavropol, mais à celle de l'URSS toute entière. Devenu en mars 1985 secrétaire général du Parti, il n'avait rien de nouveau à apprendre sur l'agriculture soviétique et ses défaillances, il ne lui restait qu'à agir. Qu'a-t-il fait, depuis son accession au pouvoir, pour remédier à son état négatif ?

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE GORBATCHEV

Deux jugements totalement opposés s'expriment dans les ouvrages en question sur la politique internationale de Gorbatchev. Le premier, positif pour Gorbatchev et optimiste quant à l'avenir, vient d'un Occidental qui a séjourné à Moscou (Christian Schmidt-Häuer). Le second, réservé sur Gorbatchev et plus encore sur sa politique, vient de Jaurès Medvedev, citoyen soviétique actuellement en exil à Londres. Le titre d'un chapitre de Schmidt est symbolique de l'ensemble de son livre : « *La fenêtre de Gorbatchev sur l'Ouest* ». Celui d'un chapitre de Medvedev l'est également : « *Diplomatie nouvelle, mais toujours la même vieille politique étrangère* ».

Dans le livre de Christian Schmidt-Häuer, les dernières phrases récapitulent la thèse développée sur plus de cent-cinquante pages : « *La paix et le bon sens auront-ils meilleure chance contre le réarmement automatique et la rivalité irrationnelle des super-puissances ? Gorbatchev est-il bon non seulement pour la Russie, mais aussi pour le reste du monde ? La réponse est un oui conditionnel—spécialement au cas où l'Occident lui ap-*

porte son aide. Gorbatchev est ambitieux pour le pouvoir — pas le pouvoir dans son intérêt à lui, mais le pouvoir pour améliorer sa propre société. Il ne peut pas le faire s'il est obligé de parer à un défi extérieur, réel ou imaginaire. Il a besoin du soutien occidental pour écarter ces menaces. C'est pourquoi, d'une façon très réelle, l'Occident a l'occasion aujourd'hui de continuer à améliorer la vie du citoyen soviétique moyen. Dans les années à venir, peut-être la rivalité entre les super-puissances sera-t-elle exprimée plus en termes économiques que militaires, pour le bénéfice des uns et des autres ». Voici un sottisier plus condensé que jamais et pourtant, ce ne sont pas les sottisiers qui manquent en Occident en matière de soviétologie.

Le jugement de Jaurès Medvedev est d'une autre espèce. Il écrit dans son dernier chapitre : « *Il n'y a pas de surprise réelle dans la politique de Gorbatchev en direction de l'Ouest. Il espérait obtenir le soutien de l'Europe occidentale dans sa campagne contre l'Initiative de Défense Stratégique (IDS) et pour le désarmement nucléaire. Il voulait également que l'Europe occidentale contribue à la modernisation technologique de l'URSS et de l'Europe orientale ; de même, il voulait des conversations séparées avec la Grande-Bretagne et la France au sujet de leurs forces nucléaires. Ses souhaits auraient pu être payés de retour s'il avait montré le moindre signe d'une libéralisation intérieure, comme Khrouchtchev l'avait fait avant et après l'invasion de la Hongrie en 1956... Gorbatchev est certainement un meilleur commis-voyageur de la coopération soviéto-européenne que ses prédécesseurs. Mais l'Europe occidentale est trop avisée pour se laisser charmer par Gorbatchev ».*

Branko LAZITCH

TCHERNOBYL : LE COMPTE DES INSUFFISANCES

Le manque de pièces détachées serait-il responsable de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, le 26 avril ? Nous avançons cette hypothèse dans l'article « *Le prix du système* » paru dans la dernière livraison d' *Est & Ouest*. L'examen de la presse soviétique d'avant l'accident nous fournit des éléments de confirmation. Deux articles datés de mars dernier notent que des problèmes d'approvisionnement ont interrompu la construction de la cinquième tranche de la centrale de Tchernobyl qui devait être mise en service cette année.

Le premier a été publié le 18 mars par le quotidien du parti ukrainien, « *Pravda Ukrainy* ».

L'auteur, Z. Gourskaïa, mettait en avant les difficultés que rencontraient les constructeurs de la nouvelle tranche de 1 000 mégawatts de la centrale, dont la mise en service (même si la catastrophe n'avait pas eu lieu) n'aurait pu se faire à la date prévue par le plan.

« *Pour accomplir à temps les tâches prévues, écrivait Z. Gourskaïa, il faut augmenter la responsabilité personnelle de chacun, la discipline de la production et du travail et il faut également des livraisons rapides et ponctuelles de produits métalliques, de matériels de construction, d'équipement et d'instruments. Si les brigades exemplaires de A. Riazanov, S. Kossiantchouk, V. Bokov et*

d'autres, qui construisent actuellement la salle de contrôle des instruments (le « point chaud » de l'unité), doivent se passer des tuyaux pneumatiques et des conduites de vapeur dont ils ont besoin, la progression du travail est impossible.

« ... Le travail d'assemblage a été également interrompu à cause de l'insuffisance des livraisons d'acier pour le renforcement des boulons et des chevilles du toit de la construction principale. Les livraisons de tuyaux ont cessé. Parmi les fournisseurs, il faut citer : l'usine de tuyauterie du Sud, à Nikopol, les Acieries de Zaporojie, le Combinat de la Victoire, à Irpen, et l'usine de produits en béton armé du Pridniepr.

« Nous ne parlons pas ici seulement des fournitures qui devraient nous être livrées maintenant, mais aussi de celles qui n'ont pas été livrées dans le passé. C'est à cause de ces carences anciennes que nous sommes maintenant coincés par le temps... ».

En matière de construction, dans l'industrie soviétique, l'accomplissement du plan est prioritaire. Ce qui signifie que si les livraisons des fournitures pour les tranches en construction (la mise en service d'une sixième unité de 1 000 Mw était prévue pour 1988) n'ont pas été faites, on peut en déduire que les livraisons, par ces mêmes entreprises, de pièces détachées pour la réparation des unités en service n'ont pas été faites non plus. Particulièrement la tuyauterie nécessaire aux structures de refroidissement.

*
**

Le deuxième article, publié le 27 mars par l'hebdomadaire « *Literatourna Ukraina* », revient sur le même problème avec beaucoup plus de détails. C'est une employée de la centrale de Tchernobyl, Lioubov Kovalevska, résidant à Pripiat, qui l'a écrit sous le titre : « *Ce n'est pas une affaire privée* », avec ce surtitre de la rédaction : « *Les décisions du 27^e congrès en action* ».

« *Les retards affectant la construction de la cinquième unité énergétique sont particulièrement sensibles. Les plans de montage de 1985 n'ont pas été remplis* ».

L. Kovalevska explique pourquoi :

« *Le délai prévu pour sa construction a été ramené de trois à deux ans et les travaux ont commencé en 1985 avec un approvisionnement minimum* ».

En passant, elle note : « *Le chantier doit fonctionner comme une chaîne de travail ininterrompue basée sur le strict respect des normes techniques de construction. C'est précisément ce qui a manqué. Les problèmes de la première tranche sont passés à la seconde tranche, et de la seconde à la troisième et ainsi de suite, mais dans le même temps, ils s'étendaient, s'enflaient d'un nombre sans cesse grandissant de questions sans réponse* ».

En clair, à mesure que la centrale grandissait et que les tranches entraient en service, la fragilité de l'ensemble, les vices de construction, s'amplifiaient. La dimension des problèmes a provoqué la paralysie de la cinquième tranche, mais il est probable que la construction de la quatrième, où s'est produite la catastrophe, a connu les mêmes vicissitudes :

« *Les organes de direction, souvent en toute bonne foi, se hâtent d'imposer des programmes irréalistes qui s'appuient sur des ressources insuffisantes et cela, sans augmenter les capacités des organisations de construction ; cela conduit à la désorganisation du travail de construction et souvent à l'effondrement du plan.*

« *Le manque d'organisation n'affaiblit pas seulement la discipline, mais aussi la responsabilité de tous et de chacun dans le résultat du travail. L'impossibilité et parfois l'incapacité des ingénieurs et des techniciens à organiser le travail des équipes a diminué le niveau de précision. Ont commencé à se faire sentir la fatigue du matériel, l'usure de l'équipement, de la machinerie et des mécanismes, le manque d'appareils, d'instruments, etc.*

« *Il y a un autre problème, bien plus sérieux. A cause du manque de scrupules des usines de production, le client doit s'accommoder de matériel défectueux et de ruptures dans les livraisons. Ainsi, en 1985, sur les 45 500 mètres cubes de préfabriqués en béton armé qui ont été commandés, 3 200 n'ont pas été livrés et sur les 42 300 qui ont été reçus, 6 000 étaient défectueux* ».

L'article rallonge la liste des entreprises qui ne respectent pas leurs contrats de fournitures : les associations de production pour l'industrie de constructions énergétiques du Dniepr (qui n'ont pas fourni 800 mètres-cubes de structures de refroidissement de l'eau (1)), du Nord (150 mètres-cubes de panneaux de protection pour la salle du réacteur) et de Lvov (300 mètres-cubes de dalles de béton et canaux de pompage).

2 346 tonnes de structures métalliques n'ont pas été livrées par les usines de constructions métalliques de Kiev (744 t.), de la Volga (698 t.), de Kourakhovsk (477 t.) et du Donetsk (182 t.).

Mais la palme revient sans conteste à l'usine de Novovoronej qui, sur 530 mètres-cubes de béton armé commandés pour la construction des bâtiments socio-culturels, n'en a pas livré 380, c'est-à-dire guère plus de la moitié.

Lioubov Kovalevska note en passant ce trait lourd de conséquences : « *Il est offensant et insultant pour l'ouvrier de devoir corriger les erreurs faites par d'autres, parce que cela montre, surtout, un manque de respect pour lui. On arrive ainsi à une situation absurde : la pièce est arrivée,*

(1) La traduction intégrale de cet article a paru en français dans la revue « *Ici Moscou* », n° 2. Une traduction maladroite a transformé ces « structures de refroidissement » en « préfabriqués », sans précision. Or le refroidissement par eau est essentiel pour la sécurité d'un réacteur nucléaire.

mais elle ne convient pas au montage et l'on sait qu'il n'y en aura pas d'autre. Combien faut-il au constructeur de sang-froid, de force, d'intelligence et d'énergie nerveuse pour réussir finalement à utiliser la pièce défectueuse dans l'assemblage final ! ».

Remettons les choses dans leur contexte : dans le genre de bricolage dont il est fait mention, il ne s'agit pas de joints de salle-de-bains, mais des structures d'une centrale utilisant comme combustible la fission de l'atome !

*
**

Un autre exemple de la manière dont peuvent être construites les centrales soviétiques vient de Rostov-na-Donou. D'après un article de « *Sotsialistitcheskaïa Industriia* » publié le 8 avril et signé par B. Gordeïev, un responsable du Comité d'Etat pour la supervision de la sécurité du travail dans l'industrie de l'énergie nucléaire (*Gosatomenergondzor*), la construction de la centrale de Rostov, près de Volgodonsk, a été arrêtée à la suite du non-respect du plan et des spécifications techniques.

Selon l'article de B. Gordeïev, cette décision du *Gosatomenergondzor* n'est intervenue qu'au terme d'une série de mises en garde qui n'ont pas été suivies par les responsables de la construction.

Dans un premier temps, le chef de l'inspection technique de la construction, A. Romanchina, avait refusé d'autoriser le coulage du socle de béton (où devait reposer le réacteur) sur les fondations de la centrale en raison de défauts dans la structure des piliers principaux des fondations et, en conséquence, il n'avait pas signé l'acceptation du travail défectueux. Normalement, l'ingénieur en chef de la direction peut se substituer à lui. C'est ce que fit l'ingénieur I. Chiraïev, qui signa le bordereau d'acceptation.

Une telle procédure, explique Gordeïev, implique une nouvelle inspection des structures liti-

gieuses et, le cas échéant, des sanctions contre les responsables du mauvais travail. Mais il n'y eut ni l'un ni l'autre :

« La signature de l'ingénieur en chef sur le document était une tentative de couvrir le travail défectueux grâce au prestige de sa position ».

Les agents du *Gosatomenergondzor*, prévenus par l'irréductible inspecteur technique, avisèrent par deux fois la direction (au début et à la mi-février) que le coulage du socle ne pourrait se faire qu'après réparation des graves imperfections constatées.

Mais la direction et l'association de construction ne s'avouèrent pas vaincues et essayèrent encore de contourner les décisions de l'inspection technique en faisant signer les documents d'acceptation par d'autres responsables. Qui furent démis de leurs fonctions.

« Mais la nouvelle direction, écrit Gordeïev, a poursuivi dans l'ancien style. Les avertissements de l'inspection technique et du comité d'Etat furent ignorés. Pire, ils ont littéralement essayé de couvrir le travail défectueux par un travail encore plus défectueux ».

C'est après cela que le *Gosatomenergondzor* est intervenu pour interrompre les travaux.

« Pourquoi, s'interroge Gordeïev, cette mesure exceptionnelle d'arrêter un chantier de cette importance a-t-elle été rendue nécessaire ? Comment un travail défectueux a-t-il pu passer tous les contrôles ? Pourquoi ceux qui avaient le pouvoir d'arrêter la construction (le laboratoire de construction, les inspecteurs techniques ou la commission de contrôle) ne l'ont-ils pas fait ? ».

Il faut prolonger ces interrogations. Que se serait-il passé si l'inspecteur technique avait, comme les autres responsables, couvert les défauts de construction ? Combien y a-t-il eu de centrales qui ont franchi de la sorte tous les contrôles sans attirer l'attention ?

Pierre LORRAIN

LA SÉCURITE NUCLÉAIRE EN URSS

La Société Française d'Énergie Nucléaire, éminente société savante, n'a pas l'habitude de réunir des foules. Cependant, le 18 juin dernier, elle a réussi à remplir le grand amphithéâtre de la Maison de la Chimie à Paris : six cents spécialistes du CEA, de l'EDF, de Framatome, de l'Université et de l'administration tentaient, quelques jours après le Congrès Européen Nucléaire de Genève, de comprendre la catastrophe de Tchernobyl. Étaient également présents

des médecins : le professeur Tubiana, oncologue et les professeurs Pellerin et Jammet, ce dernier revenant d'URSS.

Nous savons aujourd'hui que l'incident de Tchernobyl a dégénéré en catastrophe à cause d'une gigantesque explosion d'hydrogène dont nous comprenons les causes. En revanche, nous ne connaissons pas l'origine exacte de l'incident initial.

LES SOURCES D'INFORMATION

Au 1^{er} juillet 1986, aucun rapport technique soviétique n'est parvenu en Occident sur cette catastrophe. Aucun recueil de mesures de radioactivité autour de Tchernobyl n'a été transmis à l'Ouest. Aucun expert soviétique ne s'est rendu au récent congrès européen nucléaire de Genève. Nous devons analyser les données fournies par la presse, la radio et la télévision soviétiques, ainsi que de rares confidences, auxquelles s'ajoutent ce qu'ont vu et entendu quelques spécialistes revenant d'URSS. Au départ, nous pensions que la centrale de Tchernobyl était identique à celles de Leningrad et de Smolensk, mais nous nous sommes aperçus qu'elle comportait des différences.

CE QUE NOUS CONNAISSONS DE FAÇON SÛRE

A 21 h 23 GMT, la partie supérieure du bâtiment réacteur est soufflée par une explosion. Les personnes présentes rapportent l'existence de flammes atteignant 30 m de haut. D'importants débris issus du réacteur montrent la violence de la déflagration. La partie haute du bloc pile a été emportée. La dalle de chargement, la plaque supérieure du cœur, ainsi que les tubulures de sortie du circuit de refroidissement ont été détruites. La machine de chargement du combustible et le pont roulant principal se sont effondrés.

Compte tenu de la météo, les mesures de radioactivité effectuées en Scandinavie ne peuvent s'expliquer que par la formation d'un panache de radio-éléments de 1 500 m de haut.

Une très forte production d'énergie au sein du réacteur est nécessaire pour provoquer une ascension de cette importance du nuage radioactif.

L'INTERPRÉTATION DES FAITS

Des flammes de cette hauteur ne peuvent s'expliquer que par un feu d'hydrogène. On ne peut imaginer que deux sources d'hydrogène dans ce réacteur. La décomposition de l'eau sous l'influence des rayonnements en hydrogène et oxygène est la première possibilité. L'hydrogène obtenu de cette façon est peu abondant. Cette hypothèse est à éliminer.

La seconde hypothèse est la décomposition de la vapeur d'eau en contact avec le zirconium, métal abondant dans le cœur du réacteur de Tchernobyl. Les tubes contenant l'eau de refroidissement sont en zirconium. Cette source d'hydrogène apparaît quand le zirconium est portée à plus de 1 000°C.

Un cœur de réacteur, à Tchernobyl, comprend 1 700 de ces tubes d'eau. Il a suffi que vingt de ces tubes (sur 1 700) soient portés à plus de 1 000°C pour qu'une quantité d'hydrogène de l'ordre de 800 m³ puisse se dégager.

Il existe sous la dalle de chargement, entre le combustible et cette dalle, un espace rempli de 1 000 m³ d'air (environ).

C'est au contact de cet air que l'hydrogène a explosé, ou a commencé à exploser.

Comme 1 000 m³ d'hydrogène peuvent, au maximum, en explosant, dégager une énergie équivalente à 2,5 tonnes de T.N.T., on peut admettre qu'à Tchernobyl, l'explosion a été équivalente à une tonne de T.N.T (ordre de grandeur). Cela correspond à peu près au résultat observé !

L'INCIDENT INITIAL

Celui-ci a certainement consisté en une élévation brusque de la réaction nucléaire dans une partie du réacteur. Les Soviétiques parlent « d'expérience », « d'erreur humaine ». Ils indiquent que le réacteur était à faible puissance (7 % de la puissance nominale) juste avant l'accident.

Le contrôle de la distribution de puissance dans le réacteur est un problème sur lequel les Soviétiques ont beaucoup travaillé. Nous savons aussi qu'à faible puissance, ce contrôle est difficile et que les appareils de mesure ne sont pas fiables.

Il est peu vraisemblable qu'il y ait eu une « expérience » en cours à Tchernobyl. On ne fait pas d'expérience dans une grande usine de ce type. Nous pensons qu'en revanche, des essais de matériels étaient en cours, qui amenaient des variations de puissance locale, et qu'une fausse manœuvre a fait brusquement augmenter cette puissance – précisément dans la plage où les appareils de mesure sont aveugles. D'où la forte augmentation de température dans une zone limitée du cœur et la réaction vapeur-zirconium dégageant l'hydrogène.

APRÈS L'EXPLOSION D'HYDROGÈNE

Les événements se sont déroulés comme je l'ai indiqué dans notre numéro précédent. Un seul élément nouveau : les barres de contrôle du réacteur sont dotées d'un système de refroidissement par eau. Ce dernier a certainement été détruit par l'explosion. Les barres sont devenues inopérantes et la réaction nucléaire a repris. D'où un fort dégagement de chaleur.

D'hélicoptère, on voyait le quart du réacteur, essentiellement composé de graphite, porté au rouge-blanc.

LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE SOVIÉTIQUE

En Occident, nous connaissons le risque de dégagement d'hydrogène dans les réacteurs et nos projets comportent des dispositions permettant de parer aux risques correspondants.

Sur ce point, la catastrophe de Tchernobyl ne nous apprend pas grand'chose.

Devant des catastrophes de ce type, il faut d'abord être humble, et admettre que les hommes et leur technique auront toujours des limites.

Cela n'empêche pas de se poser des questions sur l'organisation de la sécurité nucléaire soviétique. Dans les pays occidentaux, le contrôle de la sécurité nucléaire incombe à un organisme indé-

pendant du propriétaire et de l'exploitant des centrales nucléaires.

En France, le Service Central de Sûreté des Installations Nucléaires s'appuie sur l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire. Plusieurs centaines de personnes bénéficiant d'une grande indépendance travaillent à temps plein pour vérifier les matériels nucléaires et contrôler leur fonctionnement. Le Service Central de Sûreté peut provoquer l'arrêt immédiat d'un réacteur. Son autorisation est nécessaire pour les mettre en service.

La société soviétique est-elle capable de disposer d'un Service Central de Sûreté nucléaire indépendant, où des ingénieurs peuvent faire preuve d'imagination et de contestation des projets ?

La société soviétique est-elle capable de générer

de tels contre-pouvoirs ? Nous en doutons. Voici, à notre sens, des particularités techniques qui n'auraient pas été acceptées par un Service de Sûreté Nucléaire indépendant :

— la perte d'échanchéité du caisson du réacteur qui conduit la radio-activité directement dans l'atmosphère ;

— une élévation de température dans vingt canaux (sur 1 700) qui est susceptible de dégager suffisamment d'hydrogène pour que l'explosion de ce gaz désarticule le réacteur ;

— une élévation de température dans le réacteur qui accélère la réaction nucléaire (l'inverse est de règle chez nous).

Nous en oublions peut-être !

Lionel TACCOEN

DES CATASTROPHES DONT L'URSS N'A JAMAIS PARLÉ

« **D**ans la longue biographie de l'atome pacifique soviétique, l'incident de Tchernobyl est le premier et le seul », pouvait-on lire dans la revue « *Novoyé Vremia* » (Les temps nouveaux) du 9 mai 1986.

Il s'agit là manifestement d'une imposture.

Si la catastrophe (et non « l'incident » !) de Tchernobyl est effectivement le premier accident nucléaire en URSS à avoir directement touché les pays occidentaux, il est loin d'être le premier en son genre dans l'histoire de l'Union Soviétique.

Des catastrophes analogues, dont les effets ne se sont fait sentir qu'en URSS, se sont déjà produites, mais ont été plus ou moins bien étouffées par le traditionnel « secret d'Etat ».

C'est ainsi que la revue « *Possev* », publiée en langue russe en RFA, a signalé à plusieurs reprises, au cours des dernières décennies, de graves désastres nucléaires, bactériologiques et autres.

Dans sa livraison de janvier 1980, en se fondant sur des informations parvenues d'URSS, la revue rappelait avant tout la catastrophe nucléaire survenue en 1957 à Kychtym, en Sibérie occidentale. On ignore toujours les causes de l'accident. Le nuage radioactif a été observé notamment par des pilotes d'hélicoptères transportant probablement des géologues (qui furent à l'origine des premières « fuites »). Il se dirigeait vers la ville de Sverdlovsk, comptant 1 200 000 habitants. Une saute de vent sauva la grande cité. Nul ne fut informé de la catastrophe et l'on ne connaît toujours ni le nombre d'agglomérations, ni, bien entendu, celui des personnes qui furent soumises aux mortelles radiations.

On possède encore moins de détails au sujet de l'explosion nucléaire survenue en 1959 dans la région de Tchéliabinsk, au sud de l'Oural. Même

mutisme à propos de l'explosion, en 1973, du réacteur de la centrale atomique installée à proximité de la ville de Chevtschenko, sur les bords de la mer Caspienne. En 1976 et 1977, des avaries se produisirent dans les réacteurs nucléaires fabriqués en URSS et installés à Yaslovsk Bogounitza, en Tchécoslovaquie. En 1981, nouvelle avarie dans la centrale atomique de Rovno, en Ukraine, et, bien entendu, même silence officiel.

« L'ACCIDENT » DE LA CENTRALE DE BELOIARSK

En 1979, se produisit, aux environs de la malheureuse ville de Sverdlovsk, une seconde catastrophe, que l'on ne connaît également que dans les grandes lignes. Comme le précise la même revue « *Possev* », le 31 décembre 1979, un incendie éclata à la centrale atomique de Béloïarsk, située à 60 km de Sverdlovsk. Le personnel de la centrale fêtait la Saint-Sylvestre et le sinistre ne fut remarqué que par hasard, lorsque l'un des ingénieurs se rendit dans la salle des machines pour prendre un paquet de cigarettes qu'il y avait oublié. Le local était déjà entièrement la proie des flammes.

Malgré les mesures énergiques prises, semble-t-il, rapidement et l'importance des moyens techniques mis en œuvre (toutes les voitures de pompiers de Sverdlovsk furent mobilisées, à l'exclusion d'une seule par caserne), l'incendie ne put être définitivement maîtrisé qu'au petit matin, lorsque tout ce qui pouvait brûler se fut consumé. De nombreux combattants du feu trouvèrent la mort. S'il n'y eut pas de danger direct d'explosion du réacteur, le système de refroidissement se trouva, en revanche, menacé.

La centrale atomique de Béloïarsk est équipée d'un réacteur sodique à eau, dans le circuit pri-

maire duquel circule du sodium porté à une température de 500°. En cas de fuite, il eut été impossible de la combattre avec de l'eau, qui n'aurait contribué qu'à activer la combustion. Un nuage radioactif se serait dégagé immédiatement, renouvelant la catastrophe de 1957.

Une brigade du KGB de Moscou se rendit sur les lieux sous la direction d'un général. On ignore, bien entendu, les résultats de l'enquête, mais selon des bruits ayant circulé à Sverdlovsk, une des causes de l'accident aurait été le fait que l'équipe de nuit se trouvait en état d'ébriété.

LA CATASROPHE BACTÉRIOLOGIQUE DE SVERDLOVSK

Au début du mois d'avril 1979, des bruits relatifs à de mystérieuses affections suivies de mort rapide commencèrent à circuler dans la même ville de Sverdlovsk. Peu à peu, parvenaient de nouveaux détails confirmant qu'un très grave accident venait d'avoir lieu, dont, bien entendu, ni la radio, ni la presse ne soufflèrent mot.

Une violente explosion s'était produite dans le « village militaire » n° 19, situé dans le district Tchkalov, au sud-ouest de la grande cité. La déflagration provoqua la sortie à l'air libre de colonies microbiennes désignées par le sigle V-12 (ou U-12).

Sous l'effet du vent du Nord qui soufflait à ce moment-là, un nuage infecté de bactéries à effet mortel atteignit le village de Kachino, « accrochant » au passage une partie de Sverdlovsk.

Les premiers à subir l'effet du nuage furent les habitants de Kachino, le personnel d'une grande usine de céramique, ainsi que les militaires et leurs familles résidant dans le « village n° 19 ». Il y avait là également un certain nombre de civils, habitant normalement Sverdlovsk, mais appelés à suivre des « cours de perfectionnement » dans le « village ». Ce sont précisément eux qui donnèrent l'alerte.

Les premiers cas mortels se produisirent le 4 avril. Les victimes décédaient en une à trois heures après leur hospitalisation, avec des températures dépassant 42°. Un des bâtiments de l'hôpital n° 40 leur fut entièrement réservé. Le personnel sanitaire fut rapidement remplacé par des militaires, qui utilisèrent tout d'abord des scaphandres. Les corps des victimes ne furent jamais remis à leurs proches. Or, au début du drame, on comptait jusqu'à 40 décès par jour. Le nombre total des morts aurait dépassé le millier.

En ce qui concerne l'information de la population au sujet de la catastrophe, la méthode utilisée fut la même que toujours. Vers le milieu du mois d'avril, des réunions ont été organisées avec, comme thème général, l'affirmation suivante : « Rien ne s'est passé et il n'existe aucun motif de panique ». Vers la fin du mois, les propos avaient quelque peu changé : « Rien ne s'est produit et

tout est normal. Par conséquent, pas de panique. Tout a été circonscrit et neutralisé »...

Tous les habitants du district de Tchkalov furent ensuite vaccinés, à deux reprises. Le vaccin étant mal supporté, il fallut recourir à la force publique. Les rues du village de Kachino furent recouvertes d'asphalte. Le bétail fut, lui aussi, vacciné. Quant aux chiens et aux chats, ils furent abattus sur place.

EXPLOSION À LA BASE DE MISSILES DE SEVEROMORSK

Selon les indications de la même revue « *Possev* » (n° 4 - 1984), une colossale explosion se produisit le 13 mai 1984 à la base militaire de Sévéromorsk, située à une trentaine de kilomètres au Nord de Mourmansk. La déflagration a été observée par les satellites-espions US et enregistrée par les stations sismiques scandinaves. Sa puissance a été telle que l'on a d'abord pensé à une explosion atomique. En réalité, il s'agissait d'une série de gigantesques déflagrations qui se sont produites à la base de missiles-ailés et d'engins sol-air.

D'après les estimations des spécialistes, un tiers des missiles équipant la Flotte soviétique de la mer du Nord, ainsi que la DCA de la région militaire correspondante, auraient été détruits. En outre, trois des six *bunkers* abritant des missiles balistiques à ogives nucléaires auraient été endommagés. Ils se trouvaient à un kilomètre du lieu des explosions. Durant cinq jours, un épais nuage de fumée a recouvert toute la zone sinistrée, gênant les observations. Bien entendu, aucune information n'a filtré dans la presse soviétique. Pourtant, il s'agissait incontestablement de la plus grave catastrophe que les forces armées soviétiques aient connue depuis la Seconde guerre mondiale.

*
* *

Tels sont quelques uns des « accidents » survenus ces dernières décennies en URSS et dont l'Occident a eu connaissance, mais qui n'ont jamais été évoqués dans la presse. Bien d'autres cas, pour le moins aussi graves, tels, par exemple, que l'énigmatique explosion survenue en septembre 1983 sur le cosmodrome de Baïkonour, ou la disparition du haut-commandement de la Flotte du Pacifique, en février 1981, restent encore entourés de mystère.

Il en aurait été de même avec la catastrophe de Tchernobyl si le nuage radioactif n'avait pas atteint les pays occidentaux. Nul n'aurait su que des dizaines de milliers de personnes ont été soumises, de longs jours durant, à des radiations aux conséquences mortelles.

C'est la loi du « milieu » transposée à l'échelle de l'une des deux plus grandes puissances mondiales.

Michel SLAVINSKY

le point de vue d'Est & Ouest

VERS UNE RÉVISION DOCTRINALE : LE PARTI SOCIALISTE, LES PAYS « SOCIALISTES » ET LE COLLECTIVISME

Deux idées méritent d'être ici retenues dans les propositions que font Michel Rocard et ses amis en vue d'actualiser le programme du P.S. « *dans tous les domaines, des structures à la stratégie* ». D'une part, « *les socialistes ne peuvent accepter de se reconnaître dans les soi-disant « démocraties populaires » de l'Est, soumises au poids d'un véritable totalitarisme d'Etat* ». D'autre part, si le socialisme n'a pas cessé de s'élever tout au long de son existence contre la propriété privée des moyens de production et d'échange, « *l'expérience des pays de l'Est a montré que la suppression de cette propriété privée ne conduisait pas, il s'en faut, à la liberté de l'homme* ».

Ce sont là de bien maigres nouveautés, dirait-on. Rocard et les siens découvrent - s'ils le découvrent vraiment - ce que tout le monde devrait savoir depuis longtemps, et il n'y aurait pas à chercher beaucoup pour trouver des socialistes qui, naguère ou jadis, ont tenu des propos allant dans le même sens, notamment en ce qui concerne la nature des pays socialistes.

La preuve ? Pendant une vingtaine d'années, les socialistes avaient pris l'habitude, et ils l'avaient communiquée à d'autres, de mettre *socialiste* entre guillemets quand ils parlaient des pays « socialistes », allant même parfois jusqu'à accentuer leur pensée en disant : les pays prétendus socialistes ou dits socialistes.

Pourtant, à y regarder de près, on s'aperçoit que l'anticommunisme des socialistes, pour sincère qu'il fût, a toujours été fondé sur des bases ruineuses, et cela en partie au moins parce que les concessions multiples qu'ils ont faites au cours des années à l'idée de propriété privée ne les ont pas empêchés de conserver une place de choix, la première dans leur système de pensée, à l'idée de propriété collective ou communautaire. Or, c'est à cette idée que Michel Rocard paraît s'en prendre.

**

Depuis qu'il est le chef de l'Etat, M. Mitterrand a montré à l'égard des pays socialistes une circonspection de bon aloi et qui, dans les

premières années de son septennat, fut même exemplaire. Mais qui ne se souvient de propos tenus par lui du temps où il n'était encore que chef de parti ?

Alors que sa conversion au socialisme n'était pas encore achevée, en novembre 1967, il s'était rendu en Tchécoslovaquie, accompagné de Claude Estier - le plus mauvais conseiller qu'il pouvait trouver en la matière - pour être reçu par Novotny, le Staline du lieu. Les deux hommes avaient « *sympathisé* ». M. Mitterrand avait trouvé « *dynamiques et ouverts* » - ouverts ! - les hommes dont Novotny s'était entouré pour faire « *évoluer politiquement* » et « *transformer économiquement* » la Tchécoslovaquie, où naissait « *le désir de dialoguer avec l'Ouest au moment même où la gauche française (était), de son côté, à la recherche de nouvelles structures et d'un nouveau langage* ». C'était Claude Estier qui rendait ainsi compte de la rencontre (*Le Nouvel Observateur*, 22.11.1967), donnant à entendre que dans la révision que faisaient alors la gauche française et M. Mitterrand de leurs idées, l'exemple des pays socialistes tiendrait une place importante, et pas seulement, pas surtout en montrant ce qu'il ne fallait pas faire.

Plus étonnant encore, le communiqué au bas duquel M. Mitterrand mit sa signature, en mai 1976, lorsqu'il se rendit en Hongrie, en qualité cette fois de premier secrétaire du Parti socialiste.

On y lisait que la délégation du P.S. - donc M. Mitterrand lui-même - avait été « *favorablement impressionnée par les succès obtenus dans la construction du socialisme par le peuple hongrois sous la direction de la classe ouvrière et de son parti* ».

Même le vocabulaire était celui des communistes !

Le communiqué disait encore :

« *Les représentants des deux partis ont exprimé l'opinion qu'indépendamment de leurs conceptions idéologique et politique différentes, les contacts entre communistes et socialistes, aussi bien au plan national qu'au niveau international, leur action commune contre la domination du capital monopoliste, leur même combat pour la démocratie, l'indépendance nationale et pour la paix servent utilement la cause du mouvement ouvrier mondial* ». (*L'Humanité*, 29.05.1976).

Les socialistes français considéraient-ils donc que la démocratie régnait en Hongrie ? Que ce qu'on y construisait était bien le socialisme et que l'indépendance nationale y était respectée ?

De telles déclarations avaient de quoi effrayer, même si l'on sentait bien ce qui, en elles, relevait de la manœuvre politicienne. M. Mitterrand allait demander, au-delà du rideau-de-fer, une caution qui permettrait au P.S. de tirer le maximum de profit de son alliance avec le P.C.F. Et s'il fallait, pour cela, contresigner des textes auxquels, assurément, on trouvait à redire, tant pis ! Paris vaut bien une messe...

Mais prenons la pensée de M. Mitterrand, chef du P.S., à un moment où elle était le moins embarrassée de préoccupations politiques. Qu'écrivait-il dans sa préface au Programme du Parti socialiste « *Changer la vie* », paru au début de 1972 ?

« *Le régime communiste des pays de l'Europe de l'Est montre les déviations qui guettent le socialisme dès lors qu'au nom de la classe ouvrière, une bureaucratie dépendant d'un parti unique s'empare des leviers de commande. Détenant en fait, sinon en droit, la propriété collective, elle exerce à son tour la réalité du pouvoir. Cette classe nouvelle a tendance à se replier sur elle-même, à centraliser toutes les décisions, à se substituer aux travailleurs* » (o.c., p. 15).

Passons sur le ton plus que modéré de la critique. Même les communistes d'aujourd'hui en disent plus quand ils évoquent « *les aspects négatifs* » du « *socialisme existant* » ! Mais comment, là encore, ne pas s'effrayer en constatant qu'aux yeux des socialistes, le communisme des pays de l'Est, c'est du socialisme dévoyé, dévoyé par une bureaucratie, mais du socialisme quand même ? Le despotisme totalitaire qui pèse partout au-delà du rideau-de-fer et qui cherche à s'étendre à la planète entière, ne découlerait en rien de l'idée socialiste elle-même ; il serait dû à un accident, à une sorte de hasard, la déviation bureaucratique.

Autrement dit, la doctrine était bonne. Seulement, la mise en pratique a été mauvaise. Il ne s'agit donc que d'une question de méthode. L'objectif n'est pas en cause.

C'est le refus de l'analyse. C'est le refus de ce qu'on attend vainement depuis deux tiers de siècle : l'affirmation que socialisme et communisme sont foncièrement différents l'un de l'autre, différents par essence, différents par nature.

*
**

Cet aveu, les socialistes les moins suspects de tendances despotiques et les plus soucieux des libertés individuelles ne l'ont jamais consenti.

Pendant la quasi-totalité de sa vie militante, Blum lui-même n'osait pas porter de regards critiques sur la doctrine. Nul homme ne fut plus insulté que lui par les communistes. De son côté, il leur a porté quelques coups parmi les plus rudes, quand en 1920, il dénonça la nature despotique du parti de type nouveau défini par Lénine ; quand, dans *A l'échelle hu-*

maine, il les stigmatisa en une formule célèbre : « *Un parti nationaliste étranger* » ; quand, en 1945-1946, il empêcha l'unité organique de la S.F.I.O. et du P.C.F.

Pourtant, il n'a jamais cessé de dire que socialistes et communistes appartenaient au même arbre généalogique, qu'ils étaient deux rameaux issus d'un même tronc, que leur objectif était le même, la même leur condamnation du capitalisme, et que les divergences n'étaient que de méthode. Peut-être trouverait-on dans *A l'échelle humaine*, écrit dans la prison, l'indice de quelques hésitations sur le fond de la doctrine. Mais le 25 mai 1945, revenant tout juste de captivité, il disait aux secrétaires des fédérations socialistes que le Parti socialiste devait se présenter comme un parti renouvelé, rajeuni, transformé, « *Oh, non pas dans la doctrine ! Nous pourrions avoir, quand nous entreprendrons ce travail, des modifications à introduire dans la présentation, dans l'expression de la doctrine, mais sur le fond, nous n'aurons rien à changer !* ».

Rendons à Léon Blum cette justice qu'à la veille de sa mort, se sentant sans doute assez assuré de l'autorité morale qu'il avait acquise pour livrer le fond de sa pensée, il écrivit, dans le *Populaire-Dimanche* du 5 mars 1950 :

« *L'évolution de la Russie soviétique sous le gouvernement de Lénine et surtout de Staline nous a démontré une vérité dont aucun marxiste n'avait, je crois bien, le moindre pressentiment, il y a une cinquantaine d'années et que j'aurais moi-même accueillie avec stupeur, probablement avec révolte, si on l'avait énoncée devant moi dans ma jeunesse. Cette vérité est que le régime de la propriété peut être transformé du tout au tout, sans que cette révolution ait pour conséquence l'émancipation effective des travailleurs.* »

« *La Russie soviétique nous offre le spectacle d'un immense pays où, sans contredit possible, le système de la propriété capitaliste a été détruit de fond en comble et où, cependant, le régime du salariat subsiste, où la condition matérielle des travailleurs reste misérable, où toutes les libertés élémentaires de la personne, dans l'ordre civique, économique ou politique, leur sont impitoyablement refusées* ».

Saluons le courage du vieil homme qui, au soir d'une longue vie, reconnaissait que l'idée qu'il avait mise au centre de son action, qui fut sa règle et sa boussole, ne répondait pas aux espoirs mis en elle. Il ne condamnait pas le collectivisme en soi, mais il constatait que le passage à la propriété collective n'entraînait pas nécessairement, ainsi qu'il l'avait cru, l'émancipation des travailleurs ; et, comme cette émancipation était l'essentiel de ce qu'il attendait du collectivisme, celui-ci perdait tout son attrait.

Chose étonnante, et qui en dit long sur l'effarant conformisme qui a écrasé la pensée

française pendant une vingtaine d'années après la seconde guerre mondiale : les éditeurs de *l'Œuvre de Léon Blum*, neuf volumes chez Albin-Michel, n'ont pas cru devoir retenir cet article, qui, paru vingt-cinq jours avant la mort de Léon Blum, revêtait pourtant le caractère d'un testament doctrinal.

*

**

Cet ultime message aurait-il été enfin entendu ? C'est à peu près dans les mêmes termes que les rocardiens constatent, trente-cinq ans après, que l'abolition de la propriété privée n'a pas conduit, dans les pays de l'Est, à ce qu'ils appellent « *la libération de l'homme* », à ce que Léon Blum, plus proche qu'eux par la pensée des ouvriers, appelait, comme au XIX^e siècle, « *l'émancipation des travailleurs* ».

Leur effort sera-t-il imité ? Oseront-ils eux-mêmes pousser plus avant la révision doctrinale qui s'impose et qu'attendent tous ceux qui pensent qu'il y aura toujours des socialistes parmi nous, parce que le socialisme correspond à l'une des aspirations profondes de la nature humaine - son besoin de communauté - et qu'il est donc de l'intérêt commun que les socialistes trouvent, pour traduire ces aspirations, des moyens qui ne fassent pas d'eux un danger public ? Déjà, à maintes reprises, après 1848 et après la Commune avec le marxisme, qui tentait de donner au socialisme un caractère scientifique ; à la fin du siècle avec le révisionnisme qui cherchait à refouler ce qu'il restait de prophétisme irrationnel dans l'enseignement de Marx ; lors de la grande crise de 1929-1935 avec le planisme et la notion d'un dirigisme économique qui admettait la survie, pour une longue durée, d'un large secteur où la libre entreprise et le marché continueraient à faire preuve de leur dynamisme, des socialistes ont tenté de sortir de l'ornière doctrinale, mais toujours ils y sont retombés. Toujours ils se sont entendus invités à revenir aux sources, c'est-à-dire à faire fi de tous les enseignements de l'expérience pour se retrouver dans la situation idéologique de 1880, quand ce n'était pas de 1830.

Les raisons sont nombreuses, de cette incapacité du socialisme à opérer les révisions nécessaires. La principale réside sans doute dans son incapacité à accéder, en dépit des prétentions de Marx, à la pensée scientifique, à la méthode expérimentale. Léon Blum écrivait en 1919 - dans « *Pour être socialiste* » - que le socialisme était « *une morale et presque une religion, autant qu'une doctrine* ». Voilà qui est fort noble sans doute, mais qui ne ressemble guère à une approche scientifique de la réalité, et qui, en outre, juche la pensée à des niveaux que la critique ni l'expérience ne peuvent atteindre.

*

**

Une autre raison a été déterminante, un autre sentiment que Léon Blum définissait élé-

gamment un jour : la peur du qu'en dira-t-on communiste.

C'était au 38^e Congrès de la S.F.I.O, le 1^{er} septembre 1946 : « *Je crois, disait Léon Blum, je crois que dans son ensemble, le Parti a peur. Il a peur des communistes. Il a peur du qu'en dira-t-on communiste. C'est avec anxiété que vous vous demandez à tout instant : « Mais que feront les communistes ? Et si les communistes ne votaient pas comme nous ? » La polémique communiste, le dénigrement communiste, agissent sur vous, vous gagnent à votre insu et vous désagrègent* ».

Admirables paroles, mais qu'on peut appliquer au comportement du Parti socialiste, non seulement à la Libération, mais aussi entre les deux guerres, depuis le Congrès de Tours, et qu'on peut appliquer au comportement de Léon Blum lui-même.

Certes, Blum faisait front sous l'outrage, bien que sa sensibilité très vive le disposât moins que d'autres à recevoir des coups sans frémir. Mais, pour mieux résister, à la fois dans une certaine mesure par esprit de manœuvre et pour se conforter lui-même, il voulait maintenir intangible le dogme socialiste - la propriété collective, la dictature du prolétariat - pour bien montrer qu'en dépit des accusations communistes, il n'avait en rien ni abandonné, ni trahi le marxisme. Jamais il n'éprouvait plaisir plus grand que lorsqu'il était parvenu à démontrer que c'étaient les communistes qui se montraient infidèles à la pensée de Marx.

Sans doute faudrait-il ajouter à cela, plus subtilement, que cet intellectuel ne s'est jamais senti tout à fait à sa place à la tête d'un parti qui se voulait encore le parti de la classe ouvrière et que, scrupule qui l'honore, mais qui fut désastreux, il ne se sentait pas le droit de modifier l'héritage doctrinal dont il avait assumé la charge au moment où ce patrimoine risquait de tomber en désuétude et qu'il se faisait un devoir de remettre à ses successeurs tel qu'il l'avait lui-même reçu.

*

**

Peut-on espérer qu'avec l'affaiblissement du Parti communiste et, surtout, le dépérissement des vagues, mais puissantes idéologies qui formaient autour de lui un tissu nourricier, la peur du qu'en dira-t-on communiste va enfin lâcher les socialistes ? On voudrait l'espérer, mais on n'en sera pas certain tant que les socialistes n'auront pas répudié l'abominable formule de Jean-Pierre Chevènement : « *Sans le Parti socialiste, le Parti communiste est impuissant, mais sans le Parti communiste, le Parti socialiste est infidèle* ».

C'est quand il est allié au Parti communiste ou lorsqu'il quémante son alliance que le Parti socialiste est infidèle aux idéaux de liberté auxquels il admet lui-même qu'il faut subordonner la recherche de la communauté et de l'égalité.

EST & OUEST



chroniques

« L'HUMANITÉ » ET L'« AFFAIRE WALDHEIM » : LA VOIX DE SON MAÎTRE

Habituellement, *l'Humanité* ne manque pas de dénoncer tout ce qui peut, de près comme de loin, ressembler à la renaissance du nazisme. Des rassemblements de l'extrême-droite allemande aux thèses dites révisionnistes sur les camps, tout lui est occasion - prétexte ? - pour stigmatiser avec indignation la « peste brune », les « revanchards », la « bête immonde au ventre toujours fécond », etc.. Rien qu'en mai/juin 1986, on relève près d'une dizaine d'articles dont le ton passionné tranche souvent avec la modération de ceux qu'elle a consacrés à « l'affaire Waldheim ».

On pouvait en effet penser que le journal communiste allait se placer à l'avant-garde des critiques contre le président autrichien récemment élu et ses activités pendant la dernière guerre. C'était compter sans l'Union Soviétique, dont la direction a beaucoup apprécié le rôle de Kurt Waldheim comme secrétaire général de l'ONU et compte bien garder avec lui des relations privilégiées. L'URSS lui a donc manifesté, pendant sa campagne électorale, un appui discret d'abord, ouvert ensuite. A l'annonce des résultats, l'agence Tass félicitait cet « homme politique éminent » qui avait œuvré « au renforcement de l'efficacité de l'ONU », au « maintien de la détente », à « l'arrêt de la course aux armements ». (*Le Monde*, 10 juin 1986, et *l'Humanité*, 9 juin 1986).

L'Humanité a, en conséquence, fait preuve d'une réserve et d'une retenue frappantes dans l'évocation du passé

militaire de K. Waldheim, même si elle a pris des gants pour ne pas choquer ses lecteurs, peu habitués à un tel ton dès qu'il s'agit d'évoquer le passé national-socialiste, ou présumé tel, d'hommes politiques actuels.

Le 5 mai, il faut attendre la page 28 pour trouver en quelques lignes l'annonce, sèche, du ballottage du premier tour de l'élection présidentielle autrichienne.

Le lendemain, c'est une « brève » en page 8 qui donne Waldheim favori pour le deuxième tour. *L'Humanité* remarque seulement que « les accusations portées contre l'ancien secrétaire général de l'ONU concernant son passé n'ont guère influencé des électeurs qui ont surtout voulu sanctionner les socialistes au pouvoir depuis 16 ans ».

Le 2 juin, sans commentaire, on apprend que, selon K. Waldheim, « les accusations portées contre lui par le Congrès juif mondial concernant son passé nazi, visent également sa politique du Proche-Orient reposant sur le droit à l'existence pour les Palestiniens ».

Dans un style peu sûr, l'auteur de l'article ajoute que « le gouvernement français a versé sa polémique sur le passé de Kurt Waldheim ». Le respect pour la mémoire des Juifs massacrés pendant la dernière guerre explique-t-il l'attitude du gouvernement français ? Non pas : elle a été inspirée par la « fondation juive américaine Simon Wiesenthal ».

Si l'article précise que Wal-

dheim a reconnu (alors qu'il avait affirmé d'abord le contraire) son affectation au groupe E de la Wehrmacht, *l'Humanité* se garde bien d'aller plus loin : le congrès juif mondial accuse. L'accusé nie. Point à la ligne.

Cette neutralité du journal communiste est maintenue quand il rapporte que Waldheim dénonce « la campagne télévisée de l'étranger ».

Le 7, même distance, marquée par des guillemets : *l'Humanité* apprend ce jour-là à ses lecteurs que le Parti Socialiste autrichien « ne s'est pas privé de faire valoir » que l'Autriche aurait « le chef d'Etat le plus controversé d'Europe occidentale ».

Le 9, ce sont les résultats définitifs. Selon *l'Humanité*, l'ancien secrétaire général a été élu chef de l'Etat non en dépit de son passé, mais, lit-on, « en dépit de la campagne sur son passé ». Nuance !

Cette campagne est-elle justifiée ? Rien n'est moins sûr : critiquant discrètement ses outrances, *l'Humanité* écrit qu'Edgar Bonfman, président du Congrès juif mondial, « n'a pas craint d'affirmer que l'Holocauste serait symboliquement amnistié ».

Certes, dans une réunion électorale du futur président, on avait entendu l'un des amis de Waldheim s'écrier « *Osterreich über alles* », une expression qui n'est pas sans rappeler le « *Deutschland über alles* lancé jadis par les nazis ». Mais l'auteur du même article, en évoquant « ceux qui ont lancé l'affaire Waldheim », parle d'eux de l'extérieur et indique clairement par là que les communistes n'y sont pour rien. Plus nettement encore, il en vient à se demander si les promoteurs de cette « affaire » avaient « pour seule ambition de rétablir la vérité ».

Pour finir, *l'Humanité* cite une déclaration de Waldheim expliquant les attaques du Congrès juif par sa seule politique au Moyen-Orient. Waldheim étant juge et partie, le

journaliste du quotidien communiste sent bien la faiblesse de l'argument aux yeux de ses lecteurs. Aussi fait-il également référence à des « observateurs ». Des « observateurs » ! Voilà qui est vague, mais d'allure beaucoup plus impartiale !

Ces « observateurs » anonymes auraient ainsi souligné

« que l'affaire intervenait à un moment où l'ONU elle-même est la cible de graves attaques orchestrées par les Etats-Unis ». Cette thèse que cherche à promouvoir l'*Humanité* n'est autre que l'exacte position soviétique.

A vrai dire, le contraire nous eut étonné.

Pierre RIGOULOT

LES ANCIENS DE TAMBOV VOIENT ROUGE !

On sait quelles difficultés on peut rencontrer pour obtenir des autorités soviétiques le moindre renseignement susceptible d'éclairer le sort des Français disparus ou retenus en URSS. Il est vrai que nos gouvernements sont eux-mêmes forts discrets, persuadés que seuls les rapports feutrés entre diplomates conviennent à l'examen de ce problème. Pour s'en tenir au seul nombre de nos compatriotes pour lesquels le gouvernement français intervient, on a appris en juin 1985 par une dépêche en provenance de Moscou (*V. Est & Ouest* N° 19) qu'il se montait à 216.

M. Christian Nucci, lors de la séance du Sénat du 27 juin 1985, répondit que, s'il y avait bien 216 personnes pour lesquelles le gouvernement français intervenait, 134 seulement d'entre elles étaient françaises.

Le chiffre donné, nous pouvons l'affirmer aujourd'hui, n'était pas exact. La liste des Français retenus en URSS — elle sera présentée par la délégation française accompagnant le Président Mitterrand au cours de son voyage à Moscou — comprend 67 Français d'origine arménienne et 7 autres Français d'origines diverses. La délégation interviendra aussi pour certains cas particuliers : celui de Paul Catrain, probablement retenu, ceux de Jean Thiran, Maurice Hamburger et de quelques autres disparus.

Mais avec les Soviétiques, les morts font également problème.

A environ 450 km de Moscou, non loin de Tambov, plus précisément dans la forêt de Rada, le camp 188, qu'on appelait d'ailleurs « *le camp des Français* », a vu passer en 1944/45 des milliers de nos compatriotes, dont une majorité d'Alsaciens et de Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande. Or, il a fallu attendre près de 40 ans — juillet 1983 — pour qu'une mission officielle puisse se rendre sur les lieux présumés d'inhumation de quelques uns de ces hommes. Encore s'agissait-il d'une délégation du V.D.K., un organisme chargé des sépultures des soldats allemands, accompagnée de deux Alsaciens. Les tombes ne portaient que des numéros et un an plus tard, seulement en mars 1984, l'agence *Novosti* reconnaissait la présence de 347 ou 348 sépultures de Français dans le cimetière de Kirsanov — là où se trouvait l'hôpital du fameux camp 188.

Du 22 au 28 mai 1985, une délégation de la *Fédération des Anciens de Tambov* se rendit sur ces tombes désormais nominatives. La délégation put s'arrêter aussi devant un bâtiment présenté comme l'ancien hôpital de Kirsanov. Mais il lui fut formellement interdit de pénétrer dans le bâtiment, transformé depuis en école : il ne fallait pas déranger les cours, probablement !

En 1986, des Anciens de Tambov obtinrent une nouvelle autorisation de se rendre sur place. Cette fois, ils étaient accompagnés de parents de soldats inhu-

més à Kirsanov. Avec une collaboratrice du journal *L'Alsace*, leur délégation comprenait en tout 16 personnes. Désireux de ne pas répéter seulement les pèlerinages antérieurs, les visiteurs choisirent une période de vacances des écoles de la région et s'assurèrent de la possibilité de visiter l'ancien hôpital. Il fallut bien des démarches pour cela : en juin 1985, les Soviétiques avaient encore pour position que les pèlerinages à venir devaient se limiter au dépôt de fleurs devant le monument aux morts de la ville de Tambov érigé à la mémoire des soldats de l'Armée Rouge ! (Archives de la Fédération des Anciens de Tambov).

Le voyage eut lieu du 28 mai au 2 juin dernier. Les 4 et 5 juin, les titres de la presse alsacienne et vosgienne étaient éloquentes : « *Un groupe d'anciens prisonniers... proteste contre l'attitude des autorités soviétiques* » (*Le Nouvel Alsacien*, 5/6/86). « *Grogne : les Malgré-Nous voient rouge. Pèlerinage contrarié par les autorités soviétiques* » (*La Liberté de l'Est*, 5/6/86). « *Un groupe d'anciens prisonniers proteste contre l'attitude des autorités soviétiques* » (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 4/6/86). « *Obstructions soviétiques* » (*L'Est Républicain* 17/6/86).

Que s'était-il passé ? La visite touristique de Moscou et de Tambov avait été bonne : on visita des musées, on fit des emplettes dans les *beriozkas*. Les discours et les toasts aux « *relations amicales entre les peuples et pour la paix* » furent chaleureux... On visita même Tambov, ville d'ordinaire interdite aux touristes.

Pourtant, c'était un pèlerinage que l'on avait souhaité faire du côté français. Et là, les choses se gâtèrent bientôt. Ainsi, on ne permit pas aux délégués de visiter l'hôpital, comme cela avait été prévu. Il n'y avait plus d'élèves... mais les portes étaient barricadées ! Et puis, « *on n'avait pas le temps...* » (1)

(1) - Y-a-t-il là matière à consolation ? Selon la presse, Jean Thuet, le président des *Anciens de Tambov* qui était le seul à être passé par cet hôpital, ni ne le situait à cet endroit !

Enfin, il fut confirmé par les Soviétiques aux Anciens de Tambov qu'il n'était pas question de les conduire sur l'emplacement du camp où ils avaient souffert.

Les obstacles rencontrés et les grincements de dents au retour compromettent-ils de nouveaux pèlerinages à Tambov ? Chez un certain nombre d'anciens détenus, c'est fort possible. Mais ce tourisme d'un genre un peu particulier intéresse les Soviétiques, surtout si nul ne tente de voir des endroits comme un ancien hôpital-mouroir et un camp où sont décédés plusieurs milliers de Français.

Pour ceux qui seront sages, la Fondation créée pour répartir les indemnités versées par le gouvernement ouest-allemand aux incorporés de force est peut-être disposée à prendre le relai. Au lieu d'attribuer le reliquat des sommes déjà versées à cha-

que incorporé de force ou ayant-droit, il est question — entre autres utilisations — qu'elle organise des pèlerinages en collaboration avec *Intourist* et l'association France-URSS ! C'est ce qu'affirme, en tout cas, le Bulletin de l'*Association des Anciens de Tambov* qui s'indigne — on le comprend — de ce que l'argent destiné à compenser, d'une certaine façon, l'internement des incorporés de force en URSS, puisse servir à faciliter des voyages où — plus que de pèlerinage sur des lieux rappelant une terrible détention — il sera question de tourisme, de dépenses en devises et de célébration des efforts soviétiques en faveur de la Paix. Sans compter l'adhésion obligatoire à l'association France-URSS si cette association prenait en main l'organisation des voyages !

P.R.

LA VIDÉO, NOUVEL ENNEMI IDÉOLOGIQUE EN URSS

Au 27^e Congrès du PC soviétique, en mars dernier, le patron du KGB, le général Tcherbrikov a dénoncé les « services secrets impérialistes » qui ne reculent devant rien dans leur entreprise de « subversion idéologique ». Rien de très nouveau jusque là. Mais pour la première fois à cette occasion, le général Tcherbrikov a mentionné la vidéo au nombre des armes utilisées dans la « guerre psychologique » contre l'Union Soviétique : pour « exacerber les sentiments antisociaux de certains renégats au sein de la population soviétique et les amener à commettre des actes hostiles », les services spéciaux occidentaux profitent actuellement du développement incontrôlé de la vidéo en URSS, a affirmé le tchékiste numéro un.

Depuis deux ou trois ans, les autorités soviétiques s'inquiètent régulièrement de l'apparition de cette nouvelle « culture vidéo » qui « véhicule des idées totale-

ment étrangères au socialisme, comme le culte de la violence et la pornographie ». Les propos tenus par Tcherbrikov ont valeur d'aveu : le KGB est actuellement incapable d'endiguer l'essor de la vidéo qui, pour l'essentiel, est introduite illégalement en URSS.

L'ampleur du phénomène a été récemment révélée par l'hebdomadaire *Sobesednik* (1), qui a estimé à plus de deux millions le nombre de foyers soviétiques possédant un magnéscope de fabrication occidentale, produit pourtant introuvable sur le marché officiel.

Cette estimation a de quoi surprendre dans la mesure où le journal *Sovietskaya Kouloura* avait avancé, le 25 janvier dernier, le chiffre de 250 000 à 300 000 magnétoscopes pour toute l'Union soviétique.

Ce qui est certain, c'est que,

(1) *Sobesednik* (L'interlocuteur), 22 avril 1986.

comme d'habitude, le système économique soviétique n'a su ni prévoir, ni répondre aux besoins du consommateur. L'industrie vidéo n'en est qu'à ses balbutiements : l'URSS devrait produire 60 000 magnétoscopes par an à partir de 1990 et 120 000 en l'an 2000. Pour une population d'environ 300 millions d'habitants en l'an 2000, c'est peu !

*
**

Depuis 1984, l'URSS fabrique — à raison de quelques milliers d'unités par an — un seul type de magnéscope, l'*Elecktronika VM-12*. Cet appareil n'est actuellement vendu que dans quatre villes : Moscou, Lénin-grad, Minsk et Voronej, au prix exorbitant de 1 200 roubles (12 000 francs), soit l'équivalent de huit mois de salaire moyen.

Lorsque ce magnéscope est apparu sur le marché, la presse soviétique a souligné qu'il répondait « aux normes internationales les plus exigeantes » et allait servir de modèle de référence à la Bulgarie, la Hongrie, la RDA et la Tchécoslovaquie (2). Quelques mois plus tard, cependant, les critiques se multipliaient : le quart des appareils reçus en magasins avaient été renvoyés aussitôt à l'usine pour réparation sans même avoir servi... (3).

On imagine le désarroi de l'acheteur confronté à une panne, des services de réparation n'existant pour l'instant que dans les quatre villes où les magnétoscopes sont en vente. Tant pis pour les acheteurs venus de lointaines provinces... même s'il est de notoriété publique qu'un appareil sur huit nécessite une révision à peu près immédiate avant d'être utilisable.

Les problèmes techniques ont été tels que le plan des usines chargées de la production a été considérablement révisé en baisse. L'usine de Voronej devait produire 12 000 magnétoscopes en 1984, elle n'en a fabriqué que 4 000 et les objectifs

(2) *Sovetskaya Rossia*, 5 août 1985.

(3) *Komsomolskaya Pravda*, 14 avril 1985.

pour 1986 ont été ramenés de 32 000 à 20 000 unités.

Une cinquantaine d'entreprises sont impliquées dans la production des 2 200 pièces composant l'*Elektronika VM-12*, ce qui rend d'autant plus difficile le processus de fabrication. La moitié des circuits imprimés fabriqués à Voronej sont défectueux, le Ministère de l'industrie électronique n'est pas en mesure de construire les moteurs nécessaires et certains composants électroniques ne peuvent être fournis avant trois ans, s'est plaint la presse. Mieux encore, une pièce du magnéscope n'est tout simplement pas prévue au plan de l'usine théoriquement chargée de sa production !

Conséquence immédiate, les listes d'attente pour l'acquisition d'un magnéscope sont maintenant plus longues que pour l'achat d'une automobile, la moyenne oscillant actuellement entre un an et demi et trois ans d'attente, selon divers témoignages.

*
**

Pour les cassettes vidéo, la situation n'est pas plus brillante : faute de matières premières de bonne qualité et « *parce que c'est trop compliqué* », aucune entreprise soviétique ne s'est encore lancée dans la production de cassettes et l'URSS doit en importer du Japon.

Dans ces conditions, on conçoit aisément que de nombreux Soviétiques aient préféré la vidéo occidentale à l'*Elektronika VM-12*. Pourtant, s'équiper de matériel étranger est un luxe hors de portée de l'*homo sovieticus* ordinaire, un magnéscope « *made in Japan* » coûtant deux à trois fois le prix d'un VM-12 vendu au marché noir à Moscou. Loin de la capitale, en Asie centrale ou dans le Caucase, par exemple, les prix peuvent atteindre 5 000 roubles (50 000 francs) et plus.

Ce n'est pas tout : il faut ensuite acheter – pour environ 2 000 roubles supplémentaires – un poste de télévision occi-

dental, les téléviseurs soviétiques n'étant pas compatibles avec les magnétoscopes étrangers.

Qui donc a les moyens, en URSS, de s'offrir un investissement total variant entre 4 000 et 7 000 roubles (de 40 à 70 000 francs) pour goûter aux joies de la vidéo ? Sûrement pas les Soviétiques qui vivent de leur salaire (moyenne mensuelle de 165 roubles), mais plutôt des membres de la nomenklatura et des trafiquants en tous genres.

*
**

L'importance de l'investissement est cependant peu de choses par rapport aux bénéfices que peuvent réaliser ceux qui, une fois équipés, organisent des séances avec entrée payante ou mettent sur pied de véritables maisons de distribution de cassettes, le tout dans la plus totale illégalité.

L'une des plus importantes affaires de ce genre a été révélée en 1984 après la condamnation à des peines de 5 à 8 ans de camp d'un groupe bien organisé qui a fonctionné pendant plusieurs mois en plein Moscou.

Le « directeur » de cette entreprise clandestine, Viktor Sevriougov, 46 ans, était un « as du marketing » qui n'hésitait pas à faire du porte à porte pour proposer ses services, avait relevé la *Komsomolskaya Pravda* (4). La « maison Sevriougov » avait deux spécialités : l'approvisionnement en matériel vidéo pour salles clandestines et les tournées en province. Une tournée en Arménie ou en Georgie rapportait généralement dans les 30 000 roubles (300 000 francs).

Sevriougov avait fait les beaux jours d'un restaurant géorgien qui organisait des projections quotidiennes et faisait salle comble à chaque fois. Après un droit d'entrée de 50 roubles (500 francs), le public pouvait découvrir les dernières productions occidentales. Beaucoup de films classés X, mais aussi des films « *dénigrant la politique intérieure et extérieure*

(4) *Komsomolskaya Pravda*, 24 août 1984.

de l'URSS », soulignait la *Komsomolskaya Pravda*. Un spectateur au moins aurait dû réagir : l'inspecteur de police Koupriakov qui, selon le journal, ne ratait jamais une séance.

Sevriougov, qui a reconnu lors de l'enquête ne dormir souvent que trois heures par nuit pour pouvoir répondre à la demande de la clientèle, mériterait d'être cité en exemple par les autorités qui tentent sans succès depuis des années de persuader la population de travailler plus et mieux.

Sevriougov était secondé par un « directeur technique » de haut niveau, Startchenko, qui avait mis au point un appareil permettant d'enregistrer plusieurs cassettes à la fois. Pour les relations avec la clientèle, un « attaché commercial », Pougovkine, assurait un impeccable service après-vente. De quoi laisser rêveur le consommateur soviétique pour qui faire réparer un simple poste de radio confine souvent à l'exploit.

La « maison Sevriougov » avait son siège à Moscou, mais des entreprises du même genre existent un peu partout en URSS. En février 1985, *Kommunist*, organe du PC d'Arménie, a annoncé l'arrestation de trois membres d'une même famille qui gagnaient largement leur vie en organisant des séances de films où « *des girls exhibaient les parties intimes de leur anatomie aux accents d'un blues langoureux* ». Le directeur des programmes de la TV arménienne ainsi que les principaux dirigeants d'entreprise d'Erevan étaient des spectateurs assidus, soulignait *Kommunist* avec indignation.

*
**

Habitué à des films d'une toute autre facture, les Soviétiques semblent avoir une certaine prédilection pour les films érotiques ou violents. L'organe du PC de Lettonie, *Sovietskaya Latvija*, a cité le titre de quelques productions saisies chez un trafiquant : « *Une cave pour la torture* », « *Course avec le Dia-*

ble », « *Lady P...* ». Autant de films qui avaient « *de quoi effrayer un requin et effaroucher une chatte en chaleur* », affirmait *Sovietskaya Latvia* bien décidée à ne plus voir « *se promener sur les écrans des télévisions des James Bond, des Emmanuelle vicieuses et des vampires* » (5).

L'étalage des turpitudes sexuelles de l'Occident touche Moscou, Riga, Erevan et va jusqu'au Tadjikistan et à la Turkménie...

Komsomolets Tadjikistana, organe des jeunesses communistes de cette République voisine de l'Afghanistan, a déjà annoncé la condamnation à trois ans de camp de deux « *businessmen de video-porno* » (6). Révélant des cas du même genre, l'organe du PC turkmène, *Turkmenskaya Iskra*, a expliqué les raisons pour lesquelles ce genre de films ne peut être vu par le commun des Soviétiques : « *Les héros de ces films commerciaux, possédés par le sexe et le sadisme, ne se préoccupent pas des contradictions politiques et sociales qui déchirent la société capitaliste. Ils détournent les esprits de l'analyse de ces contradictions et les empêchent de lutter pour les droits politiques et les libertés* » (7). En d'autres termes, le message des communistes turkmènes pourrait s'exprimer ainsi : le sexe et la violence nuisent à la lutte des classes dans le monde occidental.

Les films occidentaux sont d'autant plus « *dangereux* » que de plus en plus de trafiquants proposent des versions doublées en russe. En mai dernier, le mensuel *Tchelovelk i Zakon* (l'Homme et la Loi) a cité le cas de Guerman Tchernouvanov, professeur de musique reconverti dans la vidéo, qui faisait doubler son stock de films X par des interprètes hautement qualifiés, en général recrutés dans les meilleurs instituts de Moscou.

La presse soviétique focalise

(5) *Sovietskaya Latvia*, 1^{er} juillet 1985.

(6) *Komsomolets Tadjikistana*, 6 février 1985.

(7) *Turkmenskaya Iskra*, 22 septembre 1984.

son attention sur les films érotiques diffusés illégalement, mais les amateurs de vidéo en URSS ont d'autres centres d'intérêt. Les films de karaté et de kung-fu, les westerns et les films de guerre américains sont très appréciés, avec en tête du hit-parade Clint Eastwood, Bruce Lee et Sylvester Stallone. Le film de Stallone, « *Rambo* », est l'un des plus grands succès de la vidéo clandestine en URSS depuis le début de son apparition. Les critiques virulentes de la presse contre ce film, qualifié à Moscou de chef d'œuvre de l'anticommunisme, y sont sans doute pour quelque chose.

Mais le marché noir est susceptible de fournir la plupart des grands succès occidentaux, depuis les cours d'aérobic de Jane Fonda jusqu'à « *Voyage au bout de l'enfer* », de Michael Cimino, en passant par le film du Yougoslave Emir Kusturica primé à Cannes, « *Papa est en voyage d'affaires* ». Prix d'une cassette : entre 50 et 250 roubles (de 500 à 2 500 francs).

Une fois de plus, les privilégiés sont des membres de la nomenklatura, qui disposent d'un stock important et alimenté en permanence par les dernières productions occidentales grâce à *Goskino*, la société soviétique de production de films et de distribution de films importés.

Le procédé est aujourd'hui bien connu, après les précisions données par deux anciens employés de *Goskino*, Nikolai et Nadejda Pankov, émigrés récemment aux Etats-Unis. *Goskino* obtient régulièrement des films de distributeurs étrangers pour les visionner. Ces films sont le plus souvent refusés car jugés « *inacceptables* » pour le public soviétique. Mais entretemps, des copies ont été tirées, lesquelles seront mises à la disposition des plus fidèles serviteurs de l'Etat et du Parti.

Selon les Pankov, les films les plus appréciés par la nomenklatura ces dernières années sont la série des « *James Bond* », « *Bonnie and Clyde* », « *King Kong* », « *Emmanuelle* » et

« *Dernier Tango à Paris* ». L'ancien porte-parole du Kremlin Léonid Zamiatine, toujours prompt à dénoncer ces films « *néfastes de notre point de vue, amoraux et antipopulaires* », n'a-t-il pas assisté lui aussi à ce genre de projections ?

Face au déferlement des cassettes vidéo occidentales, les autorités ont essayé de réagir en organisant des vidéothèques. La première a été inaugurée en 1985 à Voronej et il en existe aujourd'hui dans une dizaine de villes. Ces vidéothèques proposent pour trois roubles par jour des films militaro-patriotiques au titre alléchant comme « *Lénine en 1918* », déjà diffusés plusieurs fois à la télévision.

Dans un catalogue d'environ 120 films (une vidéothèque de trafiquants en compte généralement le double), les deux vidéo-clubs de Moscou ne comptent qu'une seule production occidentale : un film franco-roumain. La plupart des autres films sont en noir et blanc. Inutile de préciser que les clandestins n'ont encore rien à craindre de la concurrence des vidéothèques d'Etat !

*
**

Au-delà de la lutte contre les films pornographiques et la « *diffusion d'idées étrangères au mode de vie socialiste* », le développement de la vidéo constitue à terme un réel danger idéologique pour les autorités, qui peuvent craindre l'apparition d'un vidéo-samizdat animé par des dissidents.

Tel est déjà le cas en Pologne où les « *Studios Nova* » et l'Eglise catholique ont diffusé des milliers de cassettes vidéo ces dernières années sur des sujets politiques ou religieux.

Il ne fait guère de doute qu'en Union Soviétique, les baptistes et adventistes clandestins - déjà connus pour leur remarquable activité dans le domaine du samizdat et de l'audio-visuel (montage de diapositives, films sur les camps, propagande sur

cassettes...) – ne manqueront pas le rendez-vous de la vidéo.

Nous pouvons donc espérer recevoir bientôt en Occident des bandes vidéo tournées en URSS qui ne seront pas seulement

celles que le KGB fournit à *Bild* pour diffuser de fausses nouvelles sur la vie des Sakharov à Gorki.

Pierre HENCK

COMMENT L'HISTOIRE EST RÉ-ÉCRITE AU MUSÉE (COMMUNISTE) DE CHAMPIGNY

Lorsqu'il veut influencer une opinion plus large que celle qu'il touche habituellement, le P.C.F. a coutume de s'avancer masqué. Devant des interlocuteurs soviétiques, ses responsables ne résistent toutefois pas au désir de se vanter de leurs réalisations et ils jettent le masque. C'est ce qui vient de se produire à propos du Musée de la Résistance nationale que le PCF a ouvert le 30 novembre dernier à Champigny-sur-Marne.

De prime abord, rien n'indique qu'il s'agit-là d'une réalisation communiste. Cela pourrait nuire à la collecte des subventions officielles et surtout, cela atténuerait le résultat visé : faire passer le P.C.F. pour l'élément principal de la résistance en France de 1940 à 1944, d'un bout à l'autre de l'occupation allemande.

Ainsi, dans le dépliant publicitaire du musée, la liste des membres du comité de patronage comprend, à côté d'habituels compagnons de route, une forte majorité de responsables communistes en vue, mais tous désignés par une autre qualité. Le journaliste de *l'Humanité* Alain Guérin devient donc « Historien » ; le trésorier occulte du PC Jean Jérôme n'apparaît que comme « Résistant, chevalier de la Légion d'honneur » ; le sénateur communiste Charles Lederman est seulement « Président de l'UJRE, Résistant » ; l'avocat attitré du PC Joë Nordmann n'est qu'« Avocat, Résistant » ; le membre du Bureau politique du P.C. Gaston Plissonnier n'a d'autre titre qu'« Officier de la Légion d'honneur » ; l'ancien ministre communiste Marcel Rigout de-

vient seulement « Ancien ministre de la formation professionnelle » ; Georges Séguy se contente d'être « Déporté, Résistant », etc. Si, dans cet aréopage, on n'avait pas eu la discrétion d'omettre le nom du secrétaire général du PC, gagnons qu'il n'y figurerait qu'avec ce qualificatif qu'il affectionne : « Déporté du travail »...

De même pour l'exposition proprement dite. Elle est censée illustrer la « résistance nationale ». En fait, les noms et portraits de quelques résistants non-communistes, parfois au format d'un timbre-poste (le commandant Faye, Jean Moulin, Marie-Madeleine Fourcade...) sont bien présentés, mais ce sont surtout les « exploits » communistes, même fabriqués de toutes pièces après coup, qui tiennent la vedette : dans le hall d'entrée, trône la pièce maîtresse du musée, une presse présentée comme celle sur laquelle aurait été imprimé l'« Appel du 10 juillet 1940 » (sic). Nulle notice n'explique toutefois, entre autres bizarreries de ce texte, par quel miracle y figurent les noms et qualités de ministres... nommés au gouvernement seulement le 13 juillet 1940.

Sur les panneaux, d'audacieuses assimilations vont dans le même sens. Ainsi voit-on, d'une part, une petite photo du général de Gaulle à côté d'une carte de la Grande-Bretagne et de l'autre, le portrait de Maurice Thorez près de la carte de l'URSS — sans qu'on aille toutefois jusqu'à préciser comment le secrétaire général du PCF rejoignit l'URSS, ni quels appels il y lança à son arrivée...

Seuls les connaisseurs de cette période s'arrêteront à pareils détails. Les visiteurs peu informés, les enfants des écoles, les étrangers qui parcoureront le musée ne seront informés d'aucune manière qu'il s'agit-là d'une réalisation type du Parti communiste, totalement orientée selon ses vues (d'aujourd'hui), avec photos du Front populaire et du champignon atomique d'Hiroshima (!), c'est-à-dire d'une entreprise exemplaire de désinformation.

Devant le journaliste soviétique K. Privalov qu'il guidait, voici peu, dans sa visite, le communiste André Tollet, président de l'Association du Musée de la Résistance nationale de Champigny, n'a toutefois pas résisté à l'envie de rompre cette discrétion. Il s'est même montré très fier de son musée et en a souligné sans retenue le caractère communiste. Parlant de ceux qui l'ont installé, qui l'entretiennent et l'animent, il lui a déclaré : « *Tout récemment encore, ils enseignaient l'Histoire à l'école ou travaillaient dans les Fédérations du Parti communiste français. Ils sont aujourd'hui archivistes, historographes, guides...* ». Et d'annoncer : « *Cette salle comportera bientôt une section spéciale consacrée à la fraternité d'armes entre Français et Soviétiques. Nos confrères soviétiques des musées de Moscou nous ont beaucoup aidés à rassembler les matériaux nécessaires* ».

Le journaliste soviétique, vérifiable Saint-Jean-Bouche-d'Or, a reproduit telles quelles ces déclarations en rendant compte de sa visite, compte rendu qu'il a publié dans la *Komsomolskaïa Pravda* du 9 mai 1986 (1). Et il a donné à son article le titre qui s'imposait : « *L'Histoire n'est pas à ré-écrire* ». En effet, elle est déjà ré-écrite au musée communiste de Champigny.

Michel MIOT
et Hervé LE GOFF

(1) L'article de K. Privalov (mais cela, André Tollet ne pouvait pas le prévoir) a été reproduit dans le bulletin du Bureau soviétique d'information à Paris « *Actualités Soviétiques* » (11 juin 1986, n° 630).



notes et informations

« L'Humanité » : éloge du régime Jaruzelski

L'envoyé spécial de l'« Humanité » en Pologne, Jacques Estager a eu droit le 24 juin à toute une page du quotidien du PCF pour présenter la Pologne de Jaruzelski. Les titres mêmes de son article sont suffisants pour donner l'orientation : « *La Pologne à l'heure des réformes. Renouveau socialiste. Des démarches qui modifient peu à peu le visage du pays. L'économie a retrouvé son équilibre. La force réelle des syndicats* ».

Dans ce dithyrambe, la conclusion est la plus surprenante : la Pologne est non seulement un pays socialiste qui avance, mais c'est un pays qui met en pratique l'autogestion ouvrière ! Cette conclusion à la gloire des syndicats jaunes et caporalisés du général Jaruzelski (sans souffler mot une seule fois du vrai syndicat, « *Solidarnosc* ») se passe de tout commentaire :

« Le nouveau mouvement syndical est l'autre volet de l'autogestion ouvrière. Avec six millions d'adhérents et un taux de syndicalisation qui varie de 35 % dans la métallurgie à 70 % dans les mines, il est devenu une force réelle et agissante.

« Les syndicats se sont reconstitués à la base, entreprise par entreprise, afin de garantir leur indépendance vis-à-vis du pouvoir et éviter qu'un organisme central n'étouffe la vie syndicale comme ce fut le cas avant 1980. Ils se fédèrent actuellement par branche d'industrie. Des « ententes syndicales » régionales et une « entente nationale » coordonnent l'activité syndicale sur les grands problèmes qui dépassent le cadre de l'entreprise. Sans démagogie et conscients d'être des cogestionnaires, mais aussi sans complaisance à l'égard du gouvernement et des directions d'usines

les nouveaux syndicats concentrent leur action sur la défense des intérêts ouvriers et veillent à leur indépendance ».

PCF : silence sur une délégation soviétique

Dans la « *Pravda* » du 9 juin, on peut lire cette dépêche laconique de l'agence Tass : « *Une délégation du Parti communiste de l'Union soviétique, conduite par un membre du Comité central du PC, le deuxième secrétaire du Comité régional de Moscou du Parti V.G. Sakharov, est rentrée de France à Moscou* ».

Aucune précision n'étant donnée sur les conditions de séjour ni sur l'objet de cette délégation, le lecteur est tenté de chercher dans « *l'Humanité* » ce qu'il n'a pas trouvé dans le quotidien du PC soviétique. Surprise : le journal communiste français n'a pas publié une seule ligne sur la visite en France de la délégation soviétique.

Ce n'est pas la première fois que, depuis quelques années, le journal du PCF se montre, sur un tel sujet, plus fermé à l'information que son homologue soviétique. La libre circulation des hommes et des informations (l'« *esprit d'Helsinki* ») laisse donc à désirer, non seulement entre l'Est et l'Ouest, mais même entre les « Partis frères ».

« La dynamique Gorbatchev », version du PCF

Les informations en provenance de France sont relativement rares dans la « *Pravda* ». Il est donc d'autant plus caractéristique que le quotidien du PC soviétique ait consacré récemment (16 juin) deux demi-colonnes entières pour parler d'un livre publié à Paris sur l'URSS. Cet étonnement se dis-

sipe dès qu'on apprend, au début même de l'article, qu'il s'agit du livre « *La dynamique Gorbatchev* » et que son auteur n'est autre que Gérard Streiff, correspondant de l'« *Humanité* » à Moscou et membre du Comité central du PCF.

Le fait que ce livre ait été signalé dès sa parution par la « *Pravda* » indique qu'il avait l'aval soviétique, et qu'il représente un bon point de plus pour G. Streiff, dans la notation que Moscou pratique à l'adresse des correspondants de la presse des « partis frères ». En effet, l'« *Humanité* » dispose en permanence d'un correspondant au moins à Moscou, mais son statut n'a pas été toujours le même. Il existe une différence entre la catégorie normale de correspondant-journaliste de l'« *Humanité* » et la catégorie supérieure qui cumule le titre de journaliste avec une autre charge, celle de représentant du PCF à Moscou auprès du « parti frère » soviétique. Pour accéder à cette catégorie supérieure, il faut être membre du Comité central. Ainsi, des journalistes-correspondants simples de l'« *Humanité* », tels Serge Leyrac ou Max Léon, étaient de catégorie inférieure, et Jean Kanapa était de catégorie supérieure. Aujourd'hui, Gérard Streiff appartient à celle-ci : il est déjà depuis quatre ans à la fois correspondant à Moscou et membre du Comité central de son Parti. Normalement, un communiste qui cumule les fonctions de journaliste et d'apparatchik obtient à son retour à Paris, en guise de récompense, une promotion au bureau politique. Tel fut le cas de Jean Kanapa, qui connut d'abord cette promotion, avant de prendre quelques distances à l'égard de l'Union soviétique...

Que l'itinéraire de Streiff doive être identique, impossible de le prévoir, d'autant qu'il traverse une phase de prosoviétisme aigu. Cela ressort de la lecture de la dernière page de son livre, où l'on peut lire :

« La modernisation industrielle, qui n'oublie pas la place de l'homme, y prend de l'ampleur et la croissance repart. Le secteur agro-industriel est en pleine réorganisation... Le niveau de vie aug-

mente. D'ici l'an 2000, il doublera en URSS, quadruplera en Chine... En matière de vie démocratique, si ces pays en règle générale viennent de loin, la ligne dominante, à présent, est d'inciter à la participation, au débat, au renforcement du rôle des assemblées élues, à l'autogestion, dans le même temps où les possédants en Occident recourent plus systématiquement à l'autoritarisme. L'atmosphère morale de ces sociétés leur assure une cohésion, une sérénité inconnues ailleurs... » Etc, etc.

LE PCF ET LA SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ

« Sélection à visage découvert ». Sous ce titre, Jean-Paul Monferran part en guerre, en page 13 de l'*Humanité* (13 juin 1986), contre le projet de réforme de l'université que le gouvernement prépare. En particulier, il s'indigne de ce que la loi donnera « aux universités la possibilité de définir des conditions d'accueil des étudiants ». Et de dénoncer la sélection qui sera ainsi opérée.

Peu après, le 16 juin, l'*Humanité* publiait (p. 14) une déclaration de Francis Chouat, présenté comme « responsable aux questions de l'école et de la formation auprès du Comité central du Parti communiste français », lequel dénonçait « l'aggravation considérable de la sélection sociale » que le gouvernement se préparait à instaurer dans l'université.

L'*Humanité*, qui à la suite du secrétaire général du P.C.F. trouve toujours « globalement positif » le bilan des pays du bloc soviétique, n'a toutefois jamais critiqué la sélection draconienne qui est pratiquée de longue date à l'entrée des universités de ces pays.

Précisément, une dépêche de l'agence soviétique APN, reproduite dans *Actualités Soviétiques*

du 6 juin dernier (N° 629), annonce, sous couvert de « nouvelles règles d'admission dans les établissements d'enseignement supérieur » de l'U.R.S.S., un singulier renforcement de la sélection. On y lit en effet :

« Jusqu'à présent, on n'était admis qu'avec un diplôme de fin d'études secondaires et après avoir passé un concours d'entrée. Le nombre de places mises à ce concours variait selon les années et les matières et selon le quota accordé aux différents établissements dans le cadre des besoins à long terme prévus par les plans de développement économique du pays.

« A partir de cette année, on prévoit, en plus, un entretien préalable avec une commission spécialisée dirigée par le doyen... Cela permettra de diminuer notablement les risques d'« accidents » au moment du concours proprement dit. Cela permettra aussi à la commission de se faire une idée plus précise des possibilités de progression de l'étudiant... ».

C'est donc une double sélection qui est maintenant instaurée à l'entrée des universités soviétiques. Les étudiants ne pourront même plus se présenter librement aux concours d'entrée : il leur faudra subir une première épreuve au cours de l'entretien préalable, puis une seconde à l'occasion du concours proprement dit.

Ceci sans parler d'autres mesures sélectives propres aux universités de l'U.R.S.S., comme par exemple celles qui tendent à limiter le nombre des étudiants juifs et qui, par erreur, peuvent aussi pénaliser les non-juifs. Dans une note signée par Elena Bonner et un certain nombre de scientifiques soviétiques, intitulée : « La discrimination contre les juifs à l'entrée de l'université de Moscou, 1979 » (reproduite dans *Les Temps Modernes* de mai 1980, N° 406, p. 2 040) on pouvait lire :

« Le zèle raciste du comité d'admission ne fonctionna pas toujours en connaissance de cause. Il y eut le cas d'un candidat qui avait paru suspect aux

examinateurs sur la foi des apparences. Ce candidat eut droit à un trois sur cinq à l'écrit et à un deux sur cinq à l'oral. Ces notes furent transformées en quatre et en trois quand sa mère put présenter l'arbre généalogique de la famille remontant à trois générations. ».

Même contre cette sélection-là, l'*Humanité* n'a jamais protesté. C'est contre les timides mesures envisagées en France qu'elle garde son indignation.

Philippines : la garantie de Marcos

Cette fois, c'est le vice-ministre des affaires étrangères soviétique, Mikhaïl Kapitsa, qui confirme les bonnes relations que le président Marcos entretenait avec Moscou.

Selon le quotidien philippin « *Business Day* » (30 avril), lors de l'entrevue que Kapitsa eut avec Corazon Aquino à Manille le 28 avril dernier, le Soviétique aborda la question de la présence d'armes nucléaires dans les deux bases américaines de l'archipel.

« Nous avons des garanties du précédent gouvernement (Marcos) qu'il n'autoriserait pas les Etats-Unis à stocker des armes nucléaires dans ces bases », précisa Kapitsa.

Il ajouta que l'introduction d'armes nucléaires dans ces bases créerait « une situation nouvelle » et que « le gouvernement philippin (de Corazon Aquino) devrait faire attention à cela ».

EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale

Président du conseil d'administration : Claude HARMEL

Principaux associés : Claude HARMEL, Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration : 15, av. Raymond-Poincaré 75116 Paris - Tél. : 47.04.24.02

Prix de vente au numéro : 25 francs
Abonnement annuel : 262 francs
Etranger : 346 francs

Impression : EDIMPRA - 20, rue Doudeauville, 75018 Paris C.P.P. 59.594



livres

LE GORBATCHEV TEL QU'ON LE PARLE

Les pays communistes ont forcément trois fois plus de problèmes que les autres. Ils ont d'abord ceux de tous les autres : énergie, inflation, main-d'œuvre, etc., même s'ils les nient et bien qu'ils les traitent autrement. Ils ont ensuite les leurs propres, dûs à leur système baroque de gouvernement et de gestion : par exemple, en U.R.S.S., quarante ans après la guerre, les queues devant les magasins, d'interminables délais pour avoir le téléphone, ou encore la nécessité d'importer du blé alors que le Canada, sous le même climat, en exporte et cela dans un pays qui est la deuxième puissance du globe. Le troisième problème réside dans la nécessité d'expliquer au bon peuple que tout cela est normal et n'empêche pas le parti communiste d'être infaillible, hier, aujourd'hui et demain.

Ce ministère de la parole est particulièrement délicat à chaque « tournant », le plus difficile étant évidemment l'aveu des crimes de Staline. Le parti reconnaît aujourd'hui qu'il mentait hier, mais affirme qu'il ne ment plus aujourd'hui et promet qu'il ne mentira pas demain. C'est le sophisme du Crétois érigé en principe de gouvernement.

C'est pourquoi les livres des communistes sur le communisme - le communisme incarné, ce qu'ils appellent le « socialisme réel » implanté par la force ici ou là sur la planète - ont toujours quelque chose de forcé : sous Staline, dans le genre : « souriez, le K.G.B. va vous photographier » ; ensuite, dans le style : « parlons d'autre chose, voulez-vous ? ». Cette gêne est encore perceptible dans le livre où Gérard Streiff, correspondant de *l'Humanité* à Moscou (et membre du comité central du P.C.F.), entreprend d'expliquer au public français que si, sous Staline, le système « *frisait le caporalisme* », et n'était pas encore tout à fait au point sous Brejnev, Andropov et Tchernenko, maintenant, avec Gorbatchev, ça va ronfler : c'est « *la dynamique Gorbatchev* » (1).

Comment faire avaler au public français de 1986 les deux gros défauts de l'U.R.S.S. : arriération et répression (de l'impérialisme, G. Streiff ne parle pas) ? Par de bonnes vieilles recettes, quoique rajeunies : minimiser le passé ; jurer qu'on ne le fera plus ; étourdir le lecteur par l'accumulation de résultats prometteurs aujourd'hui, garantie de succès pour demain - et quand demain arrivera, il sera toujours temps de dire autre chose.

Quand il s'agit de la répression, la manœuvre est assez grossière. Affirmer, sur la parole de Gorbatchev, qu'il y a en U.R.S.S. seulement « *un peu plus de 200 personnes* » emprisonnées pour motif politique, ajouter qu'Amnesty International n'en a « *adopté ou pris en charge pour investigation* » (ce qui ne signifie pas qu'il n'y en a pas davantage) que 560, et conclure qu'aux Etats-Unis le nombre de « *détenus politiques* » est « *sans doute largement comparable* », ne convaincra pas grand monde. Plus habile est la tactique qui consiste à avouer, dans un grand élan de franchise, ce que tout le monde, sait déjà : oui, il y a eu un goulag en U.R.S.S. - mais c'est fini. « *Les camps de rééducation ont existé. La plupart d'entre eux sont fermés* ». Tout ça, c'est des « *vestiges* »... Domage seulement qu'on ne les visite pas !

A propos de l'économie, G. Streiff reprend le vieux truc stalinien de l'avalanche de chiffres, assésés hors d'échelle. Oui, là non plus tout n'est pas parfait, on s'est endormi sous Brejnev, ce qui a été très efficace dans les années 30 (brrr...) a cessé de l'être, mais demain vous allez voir ce que vous allez voir, on fait des choses prodigieuses sous le cercle polaire, et l'U.R.S.S. a tant de réserves de toutes sortes ! Le sophisme ici est double. D'abord, les chiffres sont donnés sans comparaison, et sans comparaison évolutive : que font, à côté, les Etats-Unis, le Canada, le Japon, l'Europe ? En outre, c'est expliquer le monde de 1986 avec la géographie de Vidal de la Blache, où le destin de chaque pays était commandé par le déterminisme de son terrain : cela ne vaut plus aujourd'hui et le Japon talonne l'U.R.S.S. alors qu'il n'a à peu près ni matières premières, ni énergie sur son sol. G. Streiff daigne sourire de la promesse de Khrouchtchev : « *nous dépasserons les Etats-Unis en 1970* », mais ses dernières pages suggèrent que cet événement ne saurait manquer d'arriver autour de l'an 2000. D'ici là, disait le fabuliste, le roi, l'âne ou moi, nous mourrons.

En attendant et malgré l'optimisme officiel, les choses ne vont pas si bien que ça. N'insistons pas sur la sphère des libertés, où il y aurait trop à dire (G. Streiff s'extasie parce que la télévision de Vilno, en Lituanie, a une émission où les ministres, assistés d'experts, répondent aux questions qu'on leur pose ! Révétons-lui que dans beaucoup de pays, il y a une institution pour ça, qui s'appelle « Parlement », et qu'on n'en fait pas tout un plat...). Quant à l'économie, dont la réforme n'avance guère malgré les exhortations, un détail est caractéristique : il en coûte au Soviétique moyen « *deux ans de salaire pour une petite voiture* ». Or, le premier prix pour les charrues que l'U.R.S.S. vend en France sous le nom d'automobiles est voisin de 30 000 francs. Ou bien c'est du dumping, ou bien le niveau de vie soviétique est misérable. Il y a sans doute des deux à la fois.

Denis LECORBENOIS

(1) Gérard Streiff : *La dynamique Gorbatchev*, Editions sociales, 246 pages. Paris, 1986.